

Canada and international financial institutions

Le Canada et les institutions financières internationales

This article provides an overview of the major international financial institutions to which Canada belongs — the International Monetary Fund, the World Bank group, the regional development banks, and the Bank for International Settlements — and the extent and nature of Canada's involvement, including that of the Bank of Canada.

- *The International Monetary Fund provides economic policy guidance to its members to promote sustainable economic growth. The Fund also provides conditional temporary financial assistance to countries experiencing balance of payments problems as well as longer-term funding for market-oriented reforms.*
- *The World Bank and the regional development banks seek to promote economic development and reduce poverty in less advanced economies through a variety of programs and financial support.*
- *The Bank for International Settlements, while providing ad hoc support to central banks during financial crises and investment services for central banks, is best known for its role as a forum for discussion among central banks and for its involvement in international committees concerned with maintaining the soundness and stability of the international financial system.*

Le présent article fournit un aperçu des principales institutions financières internationales dont fait partie le Canada, à savoir le Fonds monétaire international, le groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement, la Banque des Règlements Internationaux. Il traite aussi de l'importance et de la nature de la participation du Canada, notamment celle de la Banque du Canada, au fonctionnement de ces institutions.

- *Le Fonds monétaire international donne des orientations de politique économique à ses membres pour promouvoir une croissance économique durable. Le Fonds fournit également une aide financière temporaire conditionnelle aux pays connaissant des difficultés de balance des paiements ainsi que des financements à long terme dans le cadre de réformes s'inspirant des mécanismes du marché.*
- *La mission de la Banque mondiale et des banques régionales de développement est de faciliter le développement économique et de réduire la pauvreté dans les pays moins avancés, à l'aide de divers programmes et aides financières.*
- *La Banque des Règlements Internationaux fournit une assistance ponctuelle aux banques centrales à l'occasion de crises financières et des services de placement aux banques centrales, mais elle est surtout connue pour le rôle qu'elle joue comme lieu de discussions entre banques centrales et pour sa participation aux comités internationaux dont la tâche est de préserver la solidité et la stabilité du système financier international.*

Introduction

Towards the end of World War II, a network of multilateral institutions and agencies began to emerge. Their objective was the enhancement of peaceful co-operation among nations in all fields of human endeavour — political, economic, financial, and social. Foremost among these institutions was the United Nations, which held its founding meeting in San Francisco in June 1945. A number of agencies and other specialized intergovernmental organizations, some of which predated the United Nations, became allied to the UN system, while retaining their operational autonomy. In the financial area, the most prominent of these agencies are the International Monetary Fund (IMF) and the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) — the World Bank. Also important in international finance, but not part of the UN system, is the Bank for International Settlements (BIS), which was established during the inter-war years.

Through the 1950s and 1960s, a number of regional development banks were established. New institutions continue to be formed, the most recent being the European Bank for Reconstruction and Development in 1991. Efforts are currently under way to launch a Middle Eastern Development Bank.

This article provides an overview of the major international financial institutions to which Canada belongs, highlighting their activities and the extent and nature of Canada's involvement, including that of the Bank of Canada. Recent initiatives coming out of the Halifax and Lyon Summits to improve the functioning and the effectiveness of international financial institutions are also noted.

The vision of Bretton Woods

On 1 July 1944, participants from 44 countries met in Bretton Woods, New Hampshire, to create a new international order that would foster economic co-operation and development in the postwar era. The goal was to establish "rules of the game" in order to avoid the mutually destructive "beggar-thy-neighbour" economic policies that seemed to characterize the inter-war period. After discussions of alternative proposals put forward by the United States and the United Kingdom, a compromise emerged under which it was resolved that three international organizations would be established. These included: a monetary institution (which subsequently became the IMF) to oversee the international monetary system and prevent competitive currency devaluations, a development bank (which subsequently became the World Bank) to help finance postwar reconstruction, and a trade organization that would work to develop an open, global trading system.

Introduction

Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a vu apparaître tout un réseau d'institutions et d'organismes multilatéraux ayant pour objectif de favoriser la coopération pacifique entre les nations dans tous les domaines de l'activité humaine : politique, économie, finances et vie sociale. La plus importante de ces institutions était sans doute l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui a tenu sa réunion constitutive à San Francisco en juin 1945. Un certain nombre d'agences et d'autres organisations intergouvernementales spécialisées, dont quelques-unes avaient précédé les Nations Unies, sont venues se greffer sur le réseau de l'ONU tout en conservant leur autonomie opérationnelle. Dans le domaine financier, les organismes les plus en vue sont le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), dite Banque mondiale. Une autre institution importante sur le plan des finances internationales, mais qui ne fait pas partie du réseau de l'ONU, est la Banque des Règlements Internationaux (BRI) créée entre les deux guerres.

Au cours des années 50 et 60, un certain nombre de banques régionales de développement ont vu le jour. De nouvelles institutions continuent d'être créées, la plus récente étant la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, qui a commencé à fonctionner en 1991. Des discussions sont actuellement en cours pour créer une banque de développement du Moyen-Orient.

Le présent article donne un aperçu des principales institutions financières internationales dont fait partie le Canada et met en évidence leurs activités ainsi que la nature et l'importance de l'engagement du Canada, notamment celui de la Banque du Canada. Il aborde également les récentes initiatives émanant des sommets d'Halifax et de Lyon qui ont eu pour but d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité des institutions financières internationales.

La vision de Bretton Woods

Le 1^{er} juillet 1944, les participants de 44 pays se réunissaient à Bretton Woods, dans le New Hampshire, en vue de créer un nouvel ordre international devant favoriser la coopération et le développement économiques dans la période de l'après-guerre. Cette rencontre visait à établir des «règles du jeu» de manière à éviter le recours aux politiques économiques du «chacun pour soi», nuisibles à toutes les parties, qui avaient semblé caractériser l'entre-deux-guerres. Après l'examen d'autres solutions proposées par les États-Unis et le Royaume-Uni, on arriva à un compromis permettant de créer trois organismes internationaux, c'est-à-dire une institution monétaire (devenue par la suite le FMI) chargée de surveiller le système monétaire international et d'empêcher une surenchère dans la dévaluation des monnaies, une banque de développement (devenue par la suite la Banque mondiale) dont la vocation était de faciliter le financement de la reconstruction après la Guerre et une organisation commerciale ayant pour mission de mettre sur pied un système d'échanges commerciaux à l'échelle mondiale sans entraves.

Table 1
Tableau 1

International financial institutions – 1995
Institutions financières internationales – 1995

Institution (established)	Membership (number of countries) Nombre d'États membres	Assets U.S. \$ (billions) Actif (en milliards de dollars É.-U.)	Total subscribed capital (of which paid in) U.S. \$ (billions) Capital total souscrit (libéré) en milliards de dollars É.-U.	Canada's share of capital (%) Part des fonds propres détenue par le Canada (%)	Institution (année de fondation)
Bank for International Settlements – BIS (1930)	32 ^a	126.6	2.3 (0.6)	1.7	Banque des Règlements Internationaux – BRI (1930)
International Monetary Fund – IMF (1945)	181	224.1 ^b	211.6 (211.6)	3.0	Fonds monétaire international – FMI (1945)
International Bank for Reconstruction and Development – IBRD (1945)	180	168.7	176.4 (10.9)	3.0	Banque internationale pour la reconstruction et le développement – BIRD (1945)
Regional Development Banks					Banques régionales de développement
African Development Bank – AfDB (1963)	77	13.9	23.0 (2.7)	3.3	Banque africaine de développement – BAfD (1963)
Asian Development Bank – AsDB (1966)	56	30.0	43.1 (3.4)	4.5	Banque asiatique de développement – BAD (1966)
Caribbean Development Bank – CDB (1969)	25	0.4	0.6 (0.1)	10.4	Banque de développement des Caraïbes – BDC (1969)
European Bank for Reconstruction and Development – EBRD (1991)	57 ^c	11.4	12.9 (3.7) ^d	3.4	Banque européenne pour la reconstruction et le développement – BERD (1991)
Inter-American Development Bank – IDB (1959)	46	39.4	66.4 (3.5)	4.4	Banque interaméricaine de développement – BID (1959)

a. Excludes private shareholders

b. Outstanding credit provided by the Fund (excluding administered accounts) amounted to U.S.\$ 49.3 billion

c. Also includes the European Union and the European Investment Bank.

d. In April 1996, it was agreed to double the capital base of the EBRD.

a. À l'exception des actionnaires privés

b. L'encours du crédit fourni par le Fonds (à l'exception des comptes administrés) s'est chiffré à 49,3 milliards de dollars É.-U.

c. Comprend également l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement.

d. En avril 1996, il a été convenu de doubler le capital de la BERD.

The third institution (the International Trade Organization) was not established because of differing views on its mandate. The United States, which dominated the world economy at the time, sought an institution that would move quickly to abolish tariffs, quotas, and preferential trading arrangements, while most other countries were more concerned about safeguarding their weaker national economies than promoting international free trade. A multilateral trade agreement, known as the GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), was drafted as a stopgap measure in 1947. Trade barriers were progressively reduced through periodic negotiations under the auspices of the GATT.

La troisième institution (l'Organisation internationale du commerce) n'a pas vu le jour en raison de divergences de vues sur son mandat. Les États-Unis, qui dominaient l'économie mondiale à l'époque, recherchaient une institution qui s'emploierait rapidement à abolir les droits de douane, les contingentements et les préférences tarifaires, alors que la plupart des autres pays souhaitaient davantage protéger leurs économies nationales, moins fortes, que promouvoir la liberté des échanges internationaux. Un accord commercial multilatéral, connu sous le nom de GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a été élaboré à titre de palliatif en 1947. Les obstacles au commerce ont été progressivement levés grâce à des négociations périodiques organisées sous les auspices du GATT. Le dernier cycle

The latest GATT round (the Uruguay Round), which was initiated in 1986 and concluded in 1994, finally led to the creation of a permanent international trade body, as had been envisaged at the Bretton Woods Conference. It is known as the World Trade Organization.

The International Monetary Fund

The IMF was established in 1945 as a special agency of the United Nations with a mandate to promote international monetary co-operation and exchange rate stability as a means of encouraging international trade and, ultimately, economic growth. The Fund uses the subscriptions (quotas) of members to lend at market-related interest rates to other members that request financial assistance.¹ Creditor positions of members whose quotas are used in Fund lending operations are considered part of those countries' international reserves and are remunerated at a market-related interest rate. As loans are repaid, funds can be re-circulated to other members requiring financial assistance. (See Appendix 1 for more information on the Fund's lending facilities.) While the Fund has occasionally borrowed from its members to supplement its quota-based resources, it has never borrowed from private capital markets.

The IMF views itself primarily as a "surveillance" institution rather than as a development institution. In other words, the Fund considers its main role to be overseeing the economic policies of its members.² In this context, the IMF conducts regular economic reviews of its members to ensure that national policies and programs are sustainable and that the international dimension is considered in policy formulation, since economic developments can spill over from one country to another. Fund members are required to collaborate on exchange rates and to direct economic policies to achieve economic growth with reasonable price stability. Recognizing that countries may sometimes experience balance of payments problems, the Fund is empowered to provide temporary, conditional financial assistance to members, thereby

1. Quotas are calculated on the basis of formulas involving a number of variables including gross domestic product, international reserves, import and export receipts, and variability of export receipts, and are designed to broadly reflect members' relative economic positions in the world economy. Quotas are reviewed at least every five years. Up to 25 per cent of quotas are payable in currencies that are acceptable to the Fund, with the remainder payable in domestic currency. Quotas are used for various purposes within the Fund, determining, most importantly, access limits to Fund loans and voting power.

2. There are other international institutions engaged in surveillance activities that are not considered to be international financial institutions since they do not extend loans to members. Principal among these is the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) in Paris. This institution, whose membership consists of 27 mainly industrial countries, is currently headed by a Canadian—Donald Johnston. A number of regional UN institutions, such as the Economic Commission for Latin America and the Caribbean, also participate in economic surveillance.

de négociations du GATT (l'Uruguay Round), qui a commencé en 1986 et qui s'est achevé en 1994, a finalement débouché sur la création d'un organisme permanent chargé du commerce international, l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que le prévoyait la conférence de Bretton Woods.

Le Fonds monétaire international

Le FMI a été créé en 1945 à titre d'organisme spécial des Nations Unies pour promouvoir la coopération monétaire internationale et la stabilité des taux de change en vue de stimuler le commerce international et, en dernière analyse, la croissance économique. Le Fonds utilise les souscriptions (quotes-parts) des États membres pour consentir, aux taux voisins des taux du marché, des prêts à d'autres États membres qui ont besoin d'une aide financière¹. Les positions créditrices des États membres dont les quotes-parts sont utilisées pour les opérations de prêt du Fonds sont considérées comme faisant partie des réserves internationales de ces pays et sont rémunérées à des taux d'intérêt proches des taux du marché. Au fur et à mesure du remboursement des emprunts, les fonds peuvent être prêtés de nouveau à d'autres États membres. (On trouvera à l'Annexe 1 des renseignements plus détaillés sur les facilités de prêt du Fonds.) Bien que le Fonds ait emprunté occasionnellement auprès des États membres pour compléter ses réserves assises sur les quotes-parts, il n'a jamais eu recours aux marchés financiers privés.

Le FMI se considère essentiellement comme une institution de surveillance plutôt que comme une institution de développement. En d'autres termes, le FMI considère que sa principale mission consiste dans la surveillance des politiques économiques de ses membres². À cet égard, il mène des études économiques à intervalles réguliers pour s'assurer que ses membres mettent en œuvre des politiques et des programmes viables et qu'ils tiennent compte de la dimension internationale dans la formulation de ceux-ci, étant donné que l'évolution économique dans un pays donné peut se répercuter sur un autre. Les États membres doivent collaborer en matière de taux de change et conduire leurs politiques économiques de manière à parvenir à la croissance économique dans une stabilité raisonnable des prix. Comme les pays peuvent parfois être aux prises avec des problèmes de balance des paiements, le Fonds est autorisé à fournir une aide financière conditionnelle temporaire aux États membres pour leur

1. Les quotes-parts sont calculées à l'aide de formules englobant un certain nombre de variables, notamment le produit intérieur brut, les réserves internationales, les recettes d'importation et d'exportation, ainsi que la variabilité des recettes provenant de l'exportation. Elles visent à traduire en gros les positions économiques relatives des membres au sein de l'économie mondiale. Les quotes-parts sont révisées au moins une fois tous les cinq ans. Elles sont payables, à hauteur de 25 %, en une monnaie acceptable par le Fonds, et le reste en monnaie nationale. Les quotes-parts sont utilisées à diverses fins au sein du Fonds et déterminent surtout les limites d'accès aux prêts du Fonds et le droit de vote.

2. Il existe d'autres institutions internationales engagées dans des activités de surveillance, mais qui ne sont pas considérées comme des institutions financières internationales, car elles ne consentent pas de prêts à leurs membres. Parmi ces institutions, la principale est l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à Paris. Cette institution qui se compose de 27 pays, la plupart industrialisés, est actuellement dirigée par un Canadien, M. Donald Johnston. Un certain nombre d'institutions régionales membres des Nations Unies, comme la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, participent également à des activités de surveillance économique.

affording them an opportunity to correct their economic imbalances without “resorting to measures destructive of national or international prosperity.”³

The Fund’s ability to influence the economic policies of its members depends both on the extent to which member countries borrow from it, and therefore must adhere to the Fund’s loan conditions, and on the persuasiveness of its economic analysis and advice. The Fund also provides a valuable forum for economic research, the exchange of information, frank discussion about economic policies and prospects, and the initiation of policy debates.

The conditions that the Fund might require from a borrowing country depend partly on the source and magnitude of the member’s balance of payments problem, the measures it is taking to correct the situation, and the extent to which it already has outstanding loans from the Fund. Typically, a country would be required to tighten fiscal and monetary policies in order to dampen the domestic demand pressures that gave rise to the unsustainable external imbalance. If the real exchange rate were thought to be overvalued, a currency devaluation might also be recommended. In recent years, conscious that demand-management policies might not be sufficient to address the economic problems of its members, the Fund has also included structural changes among its loan conditions, such as liberalized trade policies and privatization. It has also increasingly required social safety nets that focus assistance programs on the disadvantaged to ensure that the most vulnerable in society are better sheltered from the negative effects of economic adjustment.

By ensuring that a borrowing member introduces sustainable policies that will appropriately address its economic problems, loan conditions help assure the Fund that it will be repaid in a timely manner. The Fund is considered to be a “preferred creditor,” to be paid prior to other creditors, either government or private.

Over the course of its history, the interpretation of the Fund’s mandate has evolved considerably, adapting to the changing economic and political environment. Until the early 1970s, the focus of the Fund’s attention was the maintenance of the Bretton Woods system of fixed exchange rates.⁴ The IMF’s role was to provide member countries that experienced temporary balance of payments disequilibriums (i.e.,

3. See Article 1 of the IMF’s *Articles of Agreement*.

4. It is interesting to note that while most IMF members endorsed the IMF’s fixed exchange rate system, Canada was at best a reluctant participant, maintaining a fixed exchange rate for only the 1962-70 period, following the elimination of Canadian exchange controls in 1951. In 1951, and again in 1970, when Canadian authorities were faced with large balance of payments surpluses, they preferred to float the exchange rate in order to keep domestic inflationary pressures under control rather than attempt to maintain a fixed peg that would have risked an inflationary increase in the money supply.

permettre de corriger leurs déséquilibres économiques sans avoir à recourir à des «mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale»³.

La capacité du Fonds d’influer sur les politiques économiques des États membres dépend de l’importance de l’endettement de ces derniers auprès du Fonds — ils doivent respecter les conditions de prêt imposées par le Fonds — et du caractère persuasif de ses travaux d’analyse et de ses conseils économiques. Le Fonds constitue également une précieuse enceinte pour la recherche économique, l’échange d’informations, de franches discussions sur les politiques et les perspectives économiques et l’amorce de débats de politiques.

Les conditions que le Fonds est susceptible d’exiger d’un pays emprunteur dépendent en partie des causes et de l’ampleur de son problème de balance des paiements, des mesures qu’il prend pour corriger la situation et de l’encours de ses emprunts auprès de lui. En règle générale, un pays serait invité à réduire la pression de la demande intérieure ayant engendré un déséquilibre extérieur, en mettant en œuvre des politiques budgétaire et monétaire plus rigoureuses. Si le taux de change réel était jugé surévalué, une dévaluation pourrait également être recommandée. Au cours de ces dernières années, conscient du fait que les politiques d’action sur la demande pourraient ne pas suffire à faire disparaître les difficultés économiques des États membres, le Fonds a également introduit des changements structurels dans ses conditions de prêt, comme la libéralisation des politiques commerciales et la privatisation. Il a en outre exigé de plus en plus souvent la mise en place de systèmes de protection sociale qui centrent mieux les programmes d’assistance sur les personnes défavorisées afin de protéger davantage les couches les plus vulnérables de la société contre les effets défavorables de l’ajustement économique.

En faisant en sorte qu’un pays membre emprunteur mette en œuvre des politiques viables propres à résoudre ses difficultés économiques, les conditions dont les prêts sont assortis donnent la garantie au Fonds qu’il sera remboursé dans les délais convenus. Le Fonds est réputé «créancier privilégié» par rapport aux autres créanciers, qu’il s’agisse d’entités publiques ou privées.

Depuis la création du Fonds, l’interprétation de son mandat a considérablement évolué pour s’adapter aux transformations de l’environnement économique et politique. Jusqu’au début des années 70, le Fonds a privilégié le maintien du système de taux de change fixes issu des accords de Bretton Woods⁴. Le FMI avait pour rôle de donner aux États membres soumis à des déséquilibres temporaires de balance des paiements (c’est-à-dire des problèmes de financement) un accès à court terme à des réserves de devises pour maintenir la valeur de leur monnaie sans recourir à des mesures de contrôle des changes ni à des restrictions au commerce. Toutefois,

3. Article 1 des statuts du FMI

4. Il est intéressant de noter que, même si la plupart des États membres ont entériné le système de taux de change fixes du FMI, le Canada y a participé, au mieux avec réticence, et n’a maintenu un taux de change fixe que dans la période allant de 1962 à 1970, après la suppression des contrôles des changes en 1951. En 1951, puis en 1970, face à d’importants excédents de la balance des paiements, les autorités canadiennes ont préféré laisser flotter le taux de change pour maîtriser les tensions inflationnistes sur le marché intérieur plutôt que d’essayer de maintenir la référence à un taux fixe qui aurait pu provoquer une croissance inflationniste de la masse monétaire.

financing problems) with short-term access to foreign exchange reserves so that they could maintain the value of their currencies without resorting to exchange controls or trade restrictions. If the disequilibrium was deemed to be deeply rooted, however, the IMF could sanction a currency devaluation.

The Bretton Woods system of fixed exchange rates ended in the early 1970s as the U.S. dollar, which anchored the system, came under intense market pressure to devalue, following excessively expansionary fiscal and monetary policies in the United States during the late 1960s. The demise of the fixed exchange rate system did not, however, diminish the role of the IMF, although the focus of the institution shifted towards promoting more generally sound economic policies in member countries and maintaining orderly exchange arrangements. Following the dramatic increase in world oil prices in 1973, the Fund created new financing facilities and allowed more generous and longer-term access to its resources to help members close balance of payments gaps and facilitate economic adjustment. Greater attention also began to be paid to structural factors that might be inhibiting growth.

During this period, the focus of IMF lending shifted towards developing countries; its last loans to industrial countries — the United Kingdom and Italy — were made in 1977. This largely reflected both the general floating of exchange rates which, by permitting exchange rates to depreciate, reduced the need for official financing, and the deepening of international capital markets. The latter provided greater scope for countries with good credit ratings, typically industrial countries, to borrow in international capital markets to finance current account deficits rather than seeking conditional financial assistance from the IMF.

Another defining event for the IMF was the Third World “debt crisis,” which began in 1982 when Mexico defaulted on its international payment obligations. In addition to its roles as lender of last resort and adviser to developing countries, the Fund assumed the role of broker in debt negotiations between commercial banks and sovereign borrowers. In this regard, the negotiation of a Fund program often had an important catalytic effect, assisting countries that were trying to overcome their economic difficulties to secure other financing. Recognizing that many highly indebted developing countries could not afford to borrow from it at market-related terms, the Fund also established concessional lending facilities for them. Such loans are financed separately from the general resources of the Fund, largely through the provision of loans and subsidies by industrial countries. Following the launching of the Brady Plan in 1989, which aimed at resolving the lingering Third World debt crisis, the Fund provided resources, within the context of existing

s’il jugeait le déséquilibre profondément enraciné, le FMI pouvait entériner une dévaluation.

Le système de taux de change fixes issu des accords de Bretton Woods a pris fin au début des années 70 lorsque le dollar américain, qui constituait la base du système, a été soumis à d’intenses pressions du marché en faveur d’une dévaluation consécutive aux politiques budgétaire et monétaire excessivement libérales que les États-Unis ont pratiquées à la fin des années 60. L’abandon des taux de change fixes n’a toutefois pas réduit le rôle du FMI, mais son principal domaine d’action a changé : le Fonds a réorienté son activité vers la promotion de politiques économiques saines dans les pays membres et le maintien de mécanismes de change harmonieux. À la suite de la hausse spectaculaire des cours mondiaux du pétrole en 1973, le Fonds a créé de nouveaux mécanismes de financement et a accordé un accès plus généreux et à plus long terme à ses ressources pour aider les États membres à corriger les déséquilibres de leur balance des paiements et pour faciliter l’ajustement économique. Il a également commencé à accorder une plus grande attention aux facteurs structurels susceptibles d’entraver la croissance.

Au cours de cette période, le FMI a orienté son activité de prêt vers les pays en développement; il a consenti ses derniers prêts à des pays industrialisés, en l’occurrence le Royaume-Uni et l’Italie, en 1977. Ce phénomène est en grande partie attribuable à la généralisation du flottement des monnaies, qui, en permettant la dépréciation du taux de change, rend moins nécessaire un financement officiel, et au développement des marchés financiers internationaux. Ce dernier facteur améliorerait les chances des pays jouissant de bonnes cotes de crédit, en général les pays industrialisés, d’emprunter sur les marchés financiers internationaux pour financer le déficit de leurs paiements courants plutôt que de demander au FMI une aide financière soumise à conditions.

Un autre événement déterminant pour le FMI a été la crise de l’endettement du Tiers-Monde qui s’est amorcée en 1982, lorsque le Mexique n’a pu satisfaire à ses obligations de remboursement internationales. Outre ses rôles de prêteur en dernier ressort et de conseiller des pays en développement, le Fonds est devenu un intermédiaire dans les négociations sur les remboursements de dette entre les banques commerciales et les emprunteurs souverains. À cet égard, la négociation d’un programme du Fonds a souvent eu un effet catalyseur important; elle a aidé les pays attelés à surmonter leurs difficultés économiques à obtenir du financement provenant d’autres sources. Constatant que nombre de pays pauvres fortement endettés ne pourraient se permettre d’emprunter au Fonds à des conditions proches de celles du marché, celui-ci a en outre institué des facilités de prêt à conditions privilégiées à leur égard. Ces prêts ne sont pas financés à même les ressources générales du Fonds, mais en grande partie à l’aide de prêts et de subventions accordés par les pays industriels. À la suite du lancement du plan Brady en 1989 destiné à enrayer la crise d’endettement persistante des pays du Tiers-Monde, le Fonds a offert des ressources dans le cadre de ses mécanismes de prêt à des pays lourdement endettés pour faciliter la mise en place de programmes de désendettement (Powell 1990, 1991 et 1993).

lending facilities, to highly indebted countries to facilitate debt-reduction programs. (See Powell 1990, 1991, and 1993.)

More recently, the Fund has played a central role in the economic transformation of the former centrally planned countries. The IMF established a temporary facility to assist countries in the process of moving towards a market economy. Besides financial assistance and economic advice, the Fund, supported by experts drawn from central banks and treasury departments in industrial countries, has also provided considerable technical assistance to these countries (as well as to many developing countries) to help them build the economic institutions necessary in a market economy. Bank of Canada personnel have been actively involved in such IMF technical missions to former centrally planned economies, including the Czech Republic, Latvia, Mongolia, Russia, Kazakhstan, the Kyrgyz Republic and Uzbekistan. (This is in addition to the Bank's participation in IMF technical missions to a number of other countries, including Ghana and the Philippines.)

During the 1995 fiscal year (ending in April 1995), gross loan disbursements to member countries out of the Fund's quota-based resources amounted to roughly U.S.\$15.4 billion. A further U.S.\$0.8 billion was lent under separate concessional facilities to the poorest countries. Total outstanding credit under all facilities at the end of April 1995 amounted to U.S.\$53.4 billion.

Less well known than its role in providing conditional financial assistance to member countries is the Fund's role in supplying unconditional international liquidity. In 1969, responding to concerns that the growth in international liquidity was not keeping pace with the rapid growth of world trade, the Fund created a new international reserve asset, the Special Drawing Right (SDR), to supplement the U.S. dollar and gold. Without a new reserve asset, it was feared that the international financial system, in a fixed exchange rate environment, would have to rely on the uncertain increase in the supply of gold or on a continuous outflow of U.S. dollars to underpin world trade, the latter ultimately undermining the value of the U.S. dollar as an international reserve asset.

The establishment of the SDR addressed this concern. In the event of a long-term global need to supplement international liquidity, SDRs would be allocated to participating IMF members, with individual allocations determined by the size of their quotas. Since 1970, SDR21.4 billion have been allocated on this basis, with the last allocation occurring in 1981. Initially tied to the U.S. dollar, the SDR's value is currently based on a basket of five currencies — the U.S. dollar, the Japanese yen, the German mark, the pound sterling, and the French franc, weighted to reflect their respective importance in international trade and finance. The currency weights are re-assessed every five

Plus récemment, le Fonds a joué un rôle central dans la transformation économique des anciens pays à planification centralisée. Le FMI a mis sur pied un mécanisme temporaire de financement pour aider ces pays à passer à une économie de marché. Outre une aide financière et des conseils économiques, le Fonds, qui s'appuie sur des experts des banques centrales et des services du Trésor des pays industriels, a également offert une assistance technique considérable à ces pays (ainsi qu'à beaucoup de pays en développement) pour les aider à mettre en place les institutions économiques nécessaires au fonctionnement d'une économie de marché. Le personnel de la Banque du Canada a pris une part active à des missions techniques du FMI dans un certain nombre d'anciens pays à planification centralisée, notamment la République tchèque, la Lettonie, la Mongolie, la Russie, le Kazakhstan, la République kirghize et l'Ouzbékistan. (Cette contribution s'ajoute à la participation de la Banque à des missions techniques effectuées au profit d'un certain nombre d'autres pays, dont le Ghana et les Philippines.)

Au cours de l'exercice 1995 (clos en avril 1995), les prêts bruts consentis aux États membres à partir des ressources assises sur les quotes-parts ont atteint quelque 15,4 milliards de dollars É.-U. Un montant supplémentaire de 800 millions de dollars É.-U. a été prêté aux termes des mécanismes distincts de prêts concessionnels aux pays les plus pauvres. L'encours total des crédits consentis au titre de l'ensemble des mécanismes s'élevait à 53,4 milliards de dollars É.-U. à la fin d'avril 1995.

Outre l'octroi d'aides financières concessionnelles aux pays membres, le Fonds joue un rôle moins bien connu en fournissant des liquidités internationales inconditionnelles. En 1969, en réaction aux craintes que la croissance des liquidités internationales ne puisse suivre le rythme de la progression rapide du commerce mondial, le Fonds a créé un instrument de réserve internationale, le droit de tirage spécial (DTS), pour compléter les réserves d'or et de dollars des États-Unis. En régime de taux de change fixes, on craignait qu'à défaut de ce nouvel instrument le système financier international n'ait à compter sur un accroissement incertain des approvisionnements en or ou sur des sorties continues de dollars américains pour soutenir le commerce mondial; ce dernier facteur aurait au bout du compte sapé la valeur du dollar américain comme actif de réserve internationale.

La création du DTS a permis de régler ce problème. S'il se révélait nécessaire, à l'échelle mondiale et à long terme, de compléter les liquidités internationales, des DTS seraient alloués aux États membres participants proportionnellement à leur quote-part. Depuis 1970, 21,4 milliards de DTS ont ainsi été accordés, la dernière allocation étant intervenue en 1981. Liée au début au dollar des États-Unis, la valeur des DTS est actuellement fixée d'après un panier de cinq monnaies — dollar américain, yen japonais, mark allemand, livre sterling et franc français — pondérées en fonction de leur importance dans le commerce et les moyens financiers internationaux. Les pondérations des monnaies sont redéfinies tous les cinq ans⁵. À la fin de juillet 1996, un DTS valait 1,47 \$ É.-U. (soit 2,01 \$ CAN).

5. Les pondérations actuelles, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1996, sont les suivantes : dollar américain, 39 %; mark allemand, 21 %; yen japonais, 18 %; franc français, 11 % et livre sterling, 11 %.

years.⁵ At the end of July 1996, one SDR was worth U.S.\$1.47 (Can.\$2.01).

SDRs bear interest, currently earning the equivalent of the weighted interest rates on 3-month government debt in the component currencies. Holders of SDRs receive the SDR rate of interest on their holdings, while countries pay charges equivalent to the same SDR interest rate on their cumulative allocations of SDRs. SDRs can be used by IMF members to settle debts among themselves, with the IMF, and with other authorized official holders (other international financial institutions) but, unlike national currencies, they cannot be bought or sold by private individuals. The SDR is also used by the IMF as its unit of account. Holdings of SDRs form part of a country's official international reserves.

Canada's role in the Fund

Canada's quota, at roughly 3 per cent of total quotas (SDR4.32 billion, equivalent to about U.S.\$6.3 billion), is the eighth largest and gives it a significant voice in Fund operations. Accounting for more than three-quarters of the voting power within a 12-country constituency that includes Ireland and 10 Commonwealth Caribbean countries, Canada is assured of a place on the IMF's Executive Board.⁶ Consequently, the Canadian Executive Director not only represents Canada but also the other constituency members. (For more information regarding the corporate structure of the Bretton Woods institutions, see Appendix 2.)

Canada's position on issues that come to the IMF's Executive Board for discussion is co-ordinated by the Department of Finance, with support from the Bank of Canada and other government agencies and departments. The Minister of Finance, the Governor of the Bank and senior officials attend the Fund's annual meeting as well as the twice-yearly meetings of the Interim Committee, which provides strategic policy advice to the Fund's Executive Board. Management and staff of the Department of Finance and the Bank also provide considerable input to the IMF examining team as part of the Fund's annual economic review of Canadian economic conditions and prospects.

The World Bank

Like its sister institution, the IMF, the World Bank opened for business after the war as a special agency of the United Nations, with a mandate to assist in postwar reconstruction and encourage economic

Les DTS sont rémunérés, à un taux correspondant actuellement au taux d'intérêt pondéré sur les titres d'État à trois mois dans chacune des monnaies en question. Les détenteurs de DTS bénéficient du taux d'intérêt des DTS sur leurs avoirs, tandis que les pays paient des frais correspondant au taux d'intérêt appliqué à l'ensemble de leurs allocations de DTS. Les DTS peuvent être utilisés par les États membres du FMI pour le règlement de dettes entre eux ainsi qu'avec le FMI et d'autres détenteurs officiels autorisés (d'autres institutions financières internationales), mais, contrairement aux monnaies nationales, ils ne peuvent être ni achetés ni vendus par des particuliers. Le FMI utilise également le DTS comme unité de compte. Les avoirs de DTS font partie des réserves officielles de change d'un pays.

Le rôle du Canada au sein du Fonds

La quote-part du Canada, qui représente en gros 3 % de l'ensemble des quotes-parts (4,32 milliards de DTS correspondant à une contre-valeur de près de 6,3 milliards de dollars É.-U.), est la huitième plus importante au monde et permet ainsi au Canada de jouer un rôle de premier plan dans les activités du Fonds. Détenant plus des trois quarts des droits de vote au sein d'un groupe de 12 pays comprenant également l'Irlande et dix pays des Antilles membres du Commonwealth, le Canada est assuré d'une place au sein du Conseil d'administration du FMI⁶. En conséquence, l'administrateur canadien au Conseil d'administration représente non seulement le Canada, mais également d'autres États membres. (On trouvera à l'Annexe 2 des renseignements plus détaillés sur la structure organisationnelle des institutions issues des accords de Bretton Woods.)

La position du Canada sur les questions soumises au Conseil d'administration du FMI est coordonnée par le ministère des Finances, avec l'appui de la Banque du Canada et d'autres ministères et organismes fédéraux. Le ministre des Finances, le gouverneur de la Banque et de hauts responsables assistent à l'assemblée annuelle du Fonds et aux réunions semestrielles du Comité intérimaire qui fournit au Conseil d'administration du Fonds des conseils de stratégie politique. Les dirigeants et le personnel du ministère des Finances et de la Banque participent aussi de façon intensive aux travaux de l'équipe du FMI chargée de mener l'examen annuel de la situation et des perspectives économiques du Canada.

La Banque mondiale

À l'instar de son institution sœur, le FMI, la Banque mondiale a commencé ses activités après la guerre à titre d'agence spéciale des Nations Unies, avec le mandat d'aider à la reconstruction de l'après-guerre et de stimuler le développement économique des États membres. À ses débuts, la Banque destinait la plupart de ses prêts à la reconstruction de l'Europe et du Japon, même si l'on reconnaissait que le financement du développement en Amérique latine, en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient tendrait à devenir la principale préoccupation de la Banque (BIRD 1947). Les

5. The current weights, which took effect 1 January 1996, are: U.S. dollar (39 per cent); German mark (21 per cent); Japanese yen (18 per cent); French franc (11 per cent) and pound sterling (11 per cent).

6. In addition to Ireland, the other constituency members are: Antigua and Barbuda, the Bahamas, Barbados, Belize, Dominica, Grenada, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, and St. Vincent and the Grenadines.

6. Outre l'Irlande, les autres membres du groupe sont Antigua et Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, la Dominique, la Grenade, la Jamaïque, St. Kitts et Nevis, Ste-Lucie, et St-Vincent et les Grenadines.

development in member countries. Most of its loans were initially for the reconstruction of Europe and Japan, although it was recognized that the financing of development in Latin America, Asia, Africa, and the Middle East would “tend to become the primary concern of the Bank” (IBRD 1947). Reconstruction lending was completed by 1955, although outstanding loans to developed countries remained significant until 1968.

Today’s World Bank is actually an umbrella organization comprising four main institutions: the original International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), the International Development Association (IDA), the International Finance Corporation (IFC), and the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA). Each institution has a specific purpose.

The IBRD lends funds raised in international capital markets to members. Underpinning the institution is share capital provided by its members, who acquire shares based on their IMF quotas. A small portion of the shares’ value, roughly 6 per cent, is paid-in, with the remainder payable in the unlikely event of a call on capital by the World Bank. The IBRD, in turn, borrows up to the sum of its paid-in and callable capital from international capital markets. The IBRD’s capital base is reviewed regularly by its shareholders, with the last general capital increase occurring in 1988.

Reflecting its global nature, its preferred creditor status, and its conservative borrowing and lending practices, the IBRD has the highest credit rating available. It can therefore borrow at the best terms — far better terms than most countries could obtain from the market. To ensure that developing countries get full value for the money they borrow, Bank assistance is untied and may be used to purchase goods and services from any member country. At the end of the 1995 fiscal year (June 1995), total outstanding loans amounted to U.S.\$123 billion.

The IDA, established in 1960, provides loans on highly concessional terms to the poorest members of the World Bank — those countries with annual per capita incomes of less than U.S.\$865 in 1994 dollars. Funding is provided through developed-country-member grants, which are replenished every three years. The latest IDA “replenishment” (IDA-11) will provide U.S.\$22 billion over a three-year period, beginning July 1996; Canada has agreed to provide Can.\$607 million over an eight-year period. The IDA currently provides credit with a 35- to 40-year term, a 10-year grace period, and a 0 per cent interest charge. However, a 0.75 per cent service charge is levied. Outstanding IDA development credits as of the end of June 1995 totalled U.S.\$72 billion.

The IFC, established in 1956, undertakes investments on commercial terms in private sector enterprises in developing countries. Resources

prêts à la reconstruction ont cessé en 1955, mais l’encours des prêts aux pays développés est demeuré important jusqu’en 1968.

À l’heure actuelle, la Banque mondiale chapeaute quatre grandes institutions, à savoir la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l’Association internationale de développement (IDA), la Société financière internationale (SFI) et l’Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), chacune ayant son propre mandat.

La BIRD prête à ses membres les ressources empruntées sur les marchés financiers internationaux. Elle s’appuie sur le capital-actions fourni par ses membres, qui acquièrent des participations en fonction de leurs quotes-parts au FMI. Une petite fraction de la valeur de ces actions, soit 6 % environ, est libérée, le reste étant payable dans l’éventualité improbable d’un appel de capital par la Banque mondiale. La BIRD contracte ensuite sur les marchés financiers internationaux des emprunts jusqu’à concurrence de son capital libéré et susceptible d’être appelé. Les ressources propres de la BIRD font l’objet d’un réexamen périodique par ses actionnaires; la dernière augmentation générale du capital a eu lieu en 1988.

Compte tenu de son envergure mondiale, de son statut de créancier privilégié et de la prudence dont elle fait preuve dans ses opérations d’emprunt et de prêt, la BIRD jouit de la meilleure cote de crédit possible. Elle peut donc emprunter aux meilleures conditions, conditions qui sont bien plus avantageuses que celles consenties à la plupart des pays par le marché. Pour faire en sorte que les pays en développement tirent au maximum parti des sommes empruntées, l’aide de la Banque n’est pas liée et peut donc servir à acheter des biens et des services auprès de tout pays membre. À la fin de l’exercice 1995 (clos en juin), l’encours des prêts totalisait 123 milliards de dollars É.-U.

L’IDA, qui a vu le jour en 1960, offre des prêts à des conditions très préférentielles aux pays les plus pauvres membres de la Banque mondiale, c’est-à-dire les pays dont le revenu annuel par habitant est inférieur à 865 \$ É.-U. (dollars de 1994). Les fonds proviennent de dons consentis par les pays développés membres; ces dons sont reconstitués tous les trois ans. La plus récente reconstitution des réserves de l’IDA (IDA-11) procurera à celle-ci 22 milliards de dollars É.-U. sur une période de trois ans à compter de juillet 1996. À ce titre, le Canada a accepté de fournir une somme de 607 millions de dollars canadiens sur une période de huit ans. L’IDA offre actuellement une aide financière pour une période de 35 à 40 ans assortie d’un différé d’amortissement de 10 ans et d’une exemption d’intérêts. Cependant, une commission de tirage de 0,75 % est perçue. À la fin de juin 1995, l’encours des crédits de développement consentis par l’IDA totalisait 72 milliards de dollars É.-U.

La SFI, qui a été instituée en 1956, effectue des investissements aux conditions du marché dans des entreprises privées de pays en développement. Les ressources dont dispose la SFI sont notamment constituées du capital libéré provenant des États membres, des emprunts et des bénéfices non distribués. La participation du Canada au capital de la SFI représentait 3,5 % (67,2 millions de dollars É.-U.) en fin juin 1995. À cette date, le portefeuille de la SFI consistait en prêts et en titres de participation

available to the IFC include paid-in capital subscribed by member governments, borrowings, and retained earnings. Canada's share of the IFC's capital amounted to 3.5 per cent (U.S.\$67.2 million) at the end of June 1995. As of that date, the IFC's committed portfolio consisted of loans and equity investments amounting to U.S.\$9.5 billion in 938 companies located in 94 countries. For every dollar the IFC invests, several more are mobilized through loan participations by commercial banks and other lending institutions.

MIGA was established in 1988 with a mission to promote private foreign direct investment in developing countries, primarily by issuing insurance against non-commercial (e.g., political) risk. It is funded by share subscriptions from members. As of June 1995, total subscribed capital amounted to U.S.\$1 billion, of which slightly less than one quarter was paid in. Canada's share (U.S.\$32.1 million, of which U.S.\$6.8 million was paid in) amounted to 3.2 per cent.

As with the Fund, the focus and, to some extent, the nature of World Bank activities have changed over the years. Until the mid-1950s, it concentrated on postwar reconstruction. Subsequently, however, with the adherence of newly independent countries, notably in Africa, World Bank operations were increasingly directed at improving living standards through the financing of large-scale investment projects to support economic growth in developing countries. In the late 1970s and early 1980s, the Bank found that an adverse macroeconomic environment and unfavourable shifts in the terms of trade of developing countries undermined the longer-term development prospects of its borrowing member countries. Consequently, it initiated a number of policy-based lending programs, called structural-adjustment loans, which emphasized broad macroeconomic reforms involving trade liberalization, investment policy, fiscal policy, monetary policy, and exchange rates. Sectoral-adjustment loans that focus on adjustment in specific sectors were also introduced. Like the IMF, the World Bank also provided financial assistance to a number of countries in support of commercial bank debt reduction under the Brady Plan.

With the World Bank increasingly providing policy-based loans and the IMF increasingly providing longer-term structural loans, the distinctions between the two institutions became blurred during the late 1980s. To ensure that they provide consistent policy advice, the Bank and the Fund work closely together in the development of economic programs, with each institution agreeing to defer to the other in the area of their primary expertise should differences arise.

In the 1990s, the World Bank has placed greater emphasis on poverty-focussed lending. More resources have been allocated to human resources development, which includes education, nutrition and health-support programs. In addition, the Bank, like the IMF, has increasingly

s'élevant à 9,5 milliards de dollars É.-U. au profit de 938 sociétés de 94 pays. Pour chaque dollar investi par la SFI, plusieurs autres sont mobilisés sous forme de prêts consortiaux de banques commerciales et d'autres institutions de prêt.

L'AMGI a été constituée en 1988 pour promouvoir les investissements directs privés dans les pays en développement, sous forme principalement d'assurance contre les risques non commerciaux, comme par exemple les risques politiques. Elle se finance par des souscriptions d'actions par ses membres. En juin 1995, le capital souscrit totalisait 1 milliard de dollars É.-U., dont un peu moins du quart était libéré. La participation du Canada (32,1 millions de dollars É.-U., dont 6,8 millions de dollars É.-U. libérés) représentait 3,2 % de ce capital.

Comme dans le cas du Fonds, les objectifs et, dans une certaine mesure, la nature des activités de la Banque mondiale ont évolué au fil des ans. Jusqu'au milieu des années 50, la Banque a concentré ses efforts sur la reconstruction de l'après-guerre. Par la suite, avec l'adhésion de nouveaux pays indépendants, notamment d'Afrique, les opérations de la Banque mondiale ont dans une mesure croissante porté sur l'amélioration du niveau de vie via le financement de projets d'investissement de grande envergure pour appuyer la croissance économique des pays en développement. À la fin des années 70 et au début des années 80, la Banque avait constaté que le mauvais environnement macroéconomique et la dégradation des termes de l'échange dans les pays en développement compromettaient les perspectives de développement à long terme des pays membres emprunteurs. Elle a donc lancé un certain nombre de programmes de prêts liés à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques, appelés prêts à l'ajustement structurel, destinés à promouvoir de vastes réformes macroéconomiques portant notamment sur la libéralisation des échanges, la politique d'investissement, la politique budgétaire, la politique monétaire et les taux de change. L'organisme a également mis en œuvre un programme de prêts à l'ajustement sectoriel axés sur la restructuration de secteurs donnés. Comme le FMI, la Banque mondiale a offert, dans le cadre du plan Brady, une aide financière à un certain nombre de pays en soutien de la réduction de l'endettement envers les banques commerciales.

Étant donné que la Banque mondiale fournit un nombre croissant de prêts liés aux politiques macroéconomiques et que le FMI octroie lui aussi un nombre croissant de prêts au titre de l'ajustement structurel à long terme, la ligne de démarcation entre les deux institutions est devenue de plus en plus floue à la fin des années 80. Pour offrir des conseils stratégiques cohérents, la Banque et le Fonds ont collaboré étroitement à la préparation des programmes économiques, convenant de se consulter dans leurs domaines de compétence respectifs en cas de différend.

Depuis le début des années 90, la Banque mondiale a privilégié les prêts destinés à réduire la pauvreté. Des ressources accrues ont été libérées pour la mise en valeur des ressources humaines, notamment dans les domaines de l'enseignement, de la nutrition et de l'hygiène. En outre, à l'instar du FMI, la Banque ne cesse de donner de plus en plus son appui à l'inclusion de systèmes de protection sociale dans ses programmes d'ajustement. À la suite de certaines critiques, la Banque incorpore désormais des critères écologiques dans ses programmes de prêt, prévoit l'évaluation annuelle des

supported the establishment of social safety nets in adjustment programs. Prompted by some of its critics, the Bank is integrating environmental criteria into its lending programs, providing annual assessments of the environmental aspects of its activities and preparing environmental guidelines (e.g., with respect to tropical rain forests). The importance of environmentally sustainable economic development is therefore explicitly recognized. The World Bank is also one of the three implementing agencies (along with the United Nations Development Programme and the United Nations Environment Programme) of the Global Environment Facility (GEF). The GEF provides grants and concessional loans to developing countries to protect the environment and to promote sustainable economic development. The Bank has furthermore recognized the importance of good governance in the success of its lending programs. Borrowing countries are being encouraged to consult with local people and non-governmental organizations in the design and implementation of Bank operations.

The growth of private capital flows to developing countries in recent years, often in the form of direct investment, has also influenced the operations of the World Bank. Currently, private flows are roughly three times as large as the amount of official development assistance. However, the bulk of these flows go to a relatively small number of developing countries in Southeast Asia and Latin America. For these countries, as well as for those on the cusp of market acceptance, the World Bank is endeavouring to strengthen economic and financial institutions while continuing to offer financial support for social objectives such as health, education, and social safety nets. The objective is to wean countries from reliance on loans from the World Bank, encouraging them to seek development financing from private markets. Over the years, 25 countries have phased out their borrowing from the World Bank. The latest, Korea, became the first country to move from being a pure concessional borrower (IDA-only status) to IBRD borrowing and now to being an IDA donor (IBRD 1996). For poorer members that do not yet have a capacity to borrow from international capital markets, the Bank's objectives include the promotion of sound economic policies as well as investment in human capital and infrastructure. It is hoped that the achievement of these objectives will further the integration of these countries into the world economy.

Canada's participation in the World Bank

Canada's share in the IBRD represents about 3 per cent of total shareholdings, similar to its share in IMF quotas, amounting to U.S.\$5.4 billion in paid-in and callable capital. Again, paralleling Fund

aspects environnementaux de ses activités et prépare des principes directeurs en matière d'environnement (par exemple dans le domaine des forêts tropicales humides). L'importance d'un développement écologiquement viable est donc explicitement pris en compte. La Banque mondiale est également l'un des trois organismes (avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement) chargés de la mise en œuvre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Celui-ci consent des dons et des prêts à conditions privilégiées aux pays en développement pour assurer la protection de l'environnement et promouvoir un développement économique durable. La Banque a, en outre, reconnu l'importance d'une bonne gestion de la chose publique pour le succès de ses programmes de prêt. On encourage les pays emprunteurs à consulter les nationaux et les organisations non gouvernementales dans la conception et l'exécution des opérations de la Banque.

L'intensification des mouvements de capitaux privés vers les pays en développement ces dernières années, souvent sous forme d'investissements directs, a également influé sur les activités de la Banque mondiale. À l'heure actuelle, les flux de fonds privés représentent trois fois environ le montant de l'aide publique au développement. Cependant, la plus grande partie de ces capitaux sont destinés à un nombre relativement restreint de pays en développement du Sud-Est asiatique et d'Amérique latine. Pour ces pays, de même que pour ceux qui sont très près d'être acceptés sur le marché, la Banque mondiale tente de renforcer les institutions financières et économiques tout en continuant d'offrir un soutien financier pour appuyer des objectifs sociaux comme la santé, l'enseignement et les systèmes de protection sociale. Cette démarche vise à pousser les pays à s'affranchir des prêts de la Banque mondiale et à les encourager à se tourner vers les marchés privés pour financer leurs projets de développement. Au fil des ans, 25 pays ont progressivement cessé d'emprunter auprès de la Banque mondiale. Le tout dernier, la Corée, est devenu le premier pays à quitter son statut d'emprunteur à des conditions purement concessionnelles (prêts consentis exclusivement par l'IDA) pour se tourner vers la BIRD et même à devenir un donateur de l'IDA (BIRD 1996). Pour les États plus pauvres qui ne sont pas encore en mesure d'emprunter sur les marchés financiers internationaux, les objectifs de la Banque sont, entre autres, de promouvoir des politiques économiques saines de même que l'investissement dans le capital humain et l'infrastructure. Ainsi, on espère que la réalisation de ces objectifs aura pour effet de permettre une intégration croissante de ces pays à l'économie mondiale.

La participation du Canada à la Banque mondiale

La quote-part du Canada à la BIRD, qui est à peu près la même qu'au FMI, représente environ 3 % de l'ensemble du capital, c'est-à-dire 5,4 milliards de dollars É.-U. en capital libéré et susceptible d'être appelé. Comme dans le cas du Fonds, l'administrateur canadien, qui représente un groupe de 13 États membres, siège au Conseil des administrateurs⁷, qui comprend 24 membres.

7. Le groupe, Guyane en plus, est le même que celui du FMI.

practice, the Canadian Executive Director, representing a 13-member constituency, sits on the 24-member Executive Board.⁷

Participation in the World Bank gives Canada a voice in global development issues. Canada's position on such issues is co-ordinated by the Department of Finance, with input from relevant departments and agencies. Issues of particular interest to Canada in recent years include: the integration of sustainable development issues into the Bank's operations; increased openness and accountability in its actions; better budgetary controls; and more attention to poverty alleviation — in particular, targeting more resources to improve the lot of women in developing countries. Participation in the World Bank also gives Canada access to expertise that can assist in tailoring its bilateral aid commitments. Canada's participation also has potential commercial benefits, in that member countries may purchase goods and services from Canadian companies.

Regional development banks

After the Bretton Woods institutions were established, a number of regional development banks began to emerge, the first being the Inter-American Development Bank in 1959. This was followed by the African Development Bank in 1963, the Asian Development Bank in 1966, and the Caribbean Development Bank in 1969. These institutions were set up partly as a response to post-colonial nationalist sentiments that called for greater regional co-operation and autonomy, notably in Africa and Latin America, at a time when East-West tensions were particularly acute. There was also a view that regional institutions, by virtue of being “on the spot,” were more attuned to the needs of their members. More recently, in response to the radical political and economic changes in central and eastern Europe, the European Bank for Reconstruction and Development was established in 1991. Plans are currently under way to establish a Middle East Development Bank to provide a catalyst for economic development and peace in the region.

Regional development banks have structures and operations similar to those of the World Bank. While majority control of regional banks resides with their regional members, non-regional countries, such as Canada, can also be members. By increasing an institution's capital base, a broader membership helps to enhance the institution's borrowing and lending ability and to provide a firmer financial footing.

Each of these regional institutions has a “bank” component that makes loans at near-market, non-concessional rates. Most also have a concessional loan facility or “fund.” The “bank” borrows resources on the international markets against its capital base, only a small part of

En sa qualité de membre de la Banque mondiale, le Canada a un important mot à dire dans les questions touchant au développement mondial. Sa position sur ces questions est coordonnée par le ministère des Finances, avec la participation des ministères et des agences compétentes. Parmi les questions qui ont intéressé plus particulièrement le Canada ces dernières années, on peut mentionner l'intégration du développement durable dans les activités de la Banque, la transparence accrue de ses actions et l'obligation d'en rendre compte, l'amélioration des contrôles budgétaires et une attention plus marquée à la lutte contre la pauvreté, plus particulièrement par l'augmentation des ressources consacrées à l'amélioration de la situation des femmes dans les pays en développement. La participation à la Banque mondiale permet également au Canada d'acquérir un savoir-faire pouvant lui permettre de mieux adapter ses engagements en matière d'aide bilatérale. Par ailleurs, la Banque procure des avantages commerciaux au Canada en ce sens que ses prêts sont utilisés pour l'achat de biens et services d'entreprises canadiennes.

Les banques régionales de développement

Après la mise en place des institutions issues des accords de Bretton Woods, un certain nombre de banques régionales de développement ont commencé à voir le jour : d'abord la Banque interaméricaine de développement, en 1959, puis la Banque africaine de développement en 1963, la Banque asiatique de développement en 1966 et la Banque de développement des Caraïbes en 1969. Ces institutions ont été créées notamment pour répondre au sentiment nationaliste qui, à l'ère post-coloniale, appelait à un renforcement de la coopération et de l'autonomie des régions, plus particulièrement en Afrique et en Amérique latine, à une époque de relations Est-Ouest particulièrement tendues. On considérait également que les institutions régionales seraient beaucoup plus attentives aux besoins de leurs membres parce qu'elles étaient «sur place». Plus récemment, en 1991, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement a été mise sur pied à la suite des bouleversements politiques et économiques intervenus en Europe du Centre et de l'Est. On prévoit actuellement de créer une Banque de développement du Moyen-Orient pour promouvoir le développement économique et la paix dans cette région.

Les structures et les activités des banques régionales de développement sont semblables à celles de la Banque mondiale. Bien que le contrôle de ces banques se trouve majoritairement dans les régions considérées, des pays n'en faisant pas partie, comme le Canada, peuvent également y adhérer. Grâce à l'augmentation du capital, l'accroissement du nombre de membres renforce la capacité d'emprunt et de prêt d'une institution de même que son assise financière.

Chacune de ces institutions régionales a deux volets : celui de banque qui consent des prêts à des conditions voisines de celles du marché, et celui de fonds, la plupart de ces institutions disposant aussi d'un mécanisme de prêt à conditions privilégiées. La «banque» emprunte sur les marchés internationaux en s'appuyant sur son capital, dont seulement une petite partie est libérée, le reste prenant la forme d'une garantie. Les ressources du «fonds» proviennent principalement de la reconstitution périodique

7. The constituency, except for the addition of Guyana, is the same as that in the IMF.

which is actually paid in, the remainder taking the form of a guarantee. “Fund” resources are primarily obtained through periodic replenishments by donor-country members. The regional banks provide credit, co-financing, advice, and technical assistance for development projects. The banks also provide a forum for the exchange of ideas on government policies, trade liberalization, and structural adjustment.

While some competition and duplication of effort have been noted between the World Bank and the regional banks, there is a broad division of labour in the case of lending that is tied to economic reforms. In the latter, the World Bank (in conjunction with the IMF) determines the broad parameters of macro- and microeconomic policies, while the regional banks provide additional funding through co-financing or parallel arrangements. Regular contacts are maintained among the various institutions during field missions, through the various stages of project preparation and implementation and at the institutions’ annual meetings.

Canada’s participation in regional development banks

Canada is a member of each of the regional banks noted above, with shareholdings ranging from slightly more than 3 per cent in the African Development Bank and the European Bank for Reconstruction and Development to more than 10 per cent in the Caribbean Development Bank. In dollar terms, Canada’s total capital subscription (paid-in and callable capital) in the regional banks amounts to roughly U.S.\$5.2 billion, slightly less than its participation in the World Bank. Canada has a representative on the Boards of Directors of each of the banks. In the cases of the African, Asian and European banks, the Canadian Director also represents a constituency consisting of a number of other countries.⁸ The Minister of Finance is Canada’s Governor at the European Bank, while the Minister of Foreign Affairs is the Governor for the other development banks. A senior Finance or Foreign Affairs official serves as Alternate Governor in all cases.

The Bank for International Settlements (BIS)

The BIS was founded in 1930 in Basel, Switzerland, principally to facilitate and administer the payment of war reparations by Germany. This activity was, however, quickly superseded by a more fundamental role of fostering central bank co-operation in light of the breakdown of the international financial system during the early 1930s, a period characterized by the abandonment of the gold standard, the erection of tariff barriers, the introduction of foreign exchange controls, and national banking crises.

8. African Development Bank — China, Korea, Kuwait and Spain; Asian Development Bank — Denmark, Finland, Netherlands, Norway and Sweden; European Development Bank — Morocco.

par les pays donateurs membres. Les banques régionales offrent des crédits, des cofinancements, des conseils et une aide technique dans le cadre de projets de développement. Elles constituent également des lieux d’échange d’idées sur les politiques des États membres, sur la libéralisation du commerce et sur l’ajustement structurel.

Bien qu’on constate une certaine concurrence et des doubles emplois entre la Banque mondiale et les banques régionales, il existe une large division du travail dans le cas des prêts exigeant des réformes économiques. Dans ce dernier cas, la Banque mondiale (de concert avec le FMI) détermine les paramètres généraux des politiques macro et microéconomiques, tandis que les banques régionales fournissent les fonds supplémentaires dans le cadre d’accords de cofinancement ou de dispositifs parallèles. Les diverses institutions maintiennent des contacts réguliers, au cours des missions sur place, aux diverses étapes de préparation et de mise en oeuvre d’un projet et aux assemblées annuelles des institutions.

La participation du Canada aux banques régionales de développement

Le Canada est membre de chacune des banques régionales dont on vient de parler; sa participation va d’un peu plus de 3 % dans le cas de la Banque africaine de développement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à plus de 10 % dans le cas de la Banque de développement des Caraïbes. La quote-part totale du Canada (capital libéré et susceptible d’être appelé) dans les banques régionales se chiffre à 5,2 milliards de dollars É.-U. environ, ce qui est légèrement inférieur à sa participation à la Banque mondiale. Le Canada compte un représentant au conseil d’administration de chacune des banques. Dans le cas des banques africaine, asiatique et européenne, l’administrateur canadien représente également un groupe d’autres pays⁸. Le ministre des Finances est le gouverneur canadien à la Banque européenne, tandis que le ministre des Affaires étrangères est le gouverneur canadien aux autres banques de développement. Un haut fonctionnaire du ministère des Finances ou du ministère des Affaires étrangères est dans tous les cas désigné comme gouverneur suppléant.

La Banque des Règlements Internationaux (BRI)

La BRI a été créée en 1930, à Bâle (Suisse), principalement pour faciliter et administrer les opérations de paiement des réparations de guerre par l’Allemagne. À cette activité s’est toutefois rapidement substitué un rôle plus fondamental, celui de promoteur de la coopération entre les banques centrales à la suite de l’effondrement du système financier international au début des années 30, époque caractérisée par l’abandon du régime d’étalon or, l’érection de barrières douanières, l’introduction de mesures de contrôle des changes et l’apparition de crises bancaires nationales.

Les participants à la conférence de Bretton Woods en 1944 ont réclamé sa dissolution du fait de la création imminente du FMI, mais la BRI a connu un regain de

8. Banque africaine de développement : Chine, Corée, Koweït et Espagne; Banque asiatique de développement : Danemark, Finlande, Pays-Bas, Norvège et Suède; Banque européenne de développement : Maroc.

Although the Bretton Woods Conference in 1944 called for its liquidation in light of the pending establishment of the IMF, the BIS took on new life in the postwar era. It quickly resumed its role as the “central bank for central banks,” investing the foreign currency and gold deposits of central banks, providing ad hoc support to central banks during financial crises and, perhaps more importantly, hosting consultative meetings for central bank officials on a wide range of issues affecting the international financial system.

Reflecting its historical roots, the BIS has, for most of its existence, been a European-based institution, with most of its 32 central bank shareholders being European.⁹ However, following the creation of the Group of Ten countries (G-10) in 1961, it became more global in its outlook, with representatives from Canada, the United States, and Japan invited to attend regular meetings of G-10 central bank governors hosted by the BIS.¹⁰ The Bank of Canada officially joined the BIS in 1970.¹¹ In 1994, the Governor of the Bank of Canada, along with the Chairman of the U.S. Federal Reserve Board, the President of the New York Federal Reserve and the Governor of the Bank of Japan became members of the BIS Board of Directors.¹² Recently, the BIS’s Board of Directors invited nine central banks or equivalent institutions to become members of the BIS.¹³ These institutions have increasingly been involved in central

9. Unlike other international financial institutions, the BIS has private, as well as public shareholders (central banks), although the latter holds the bulk of outstanding shares. Currently, private shareholders account for 15.6 per cent of BIS shares. Private shareholders, while receiving the same dividend as central bank shareholders, have no voting rights and are not permitted to attend the BIS annual meeting. BIS shares of various issues are traded on a number of European stock exchanges. The current market value of a BIS share is roughly 10,000 Swiss francs. The Bank of Canada’s holdings — 8,000 special, non-negotiable shares, issued on 25 per cent partly paid basis, for approximately 70,000 ounces of fine gold, which was worth roughly \$2.6 million in 1970 at the time of purchase — are carried on its books on a historical cost basis.

10. The G-10 countries are those countries that agreed to make loans available to the IMF in the event supplementary resources were needed to strengthen the Fund’s ability to respond to major financial crises with possible systemic risks. Despite its name, there are eleven “G-10” countries — United States, Japan, Germany, France, the United Kingdom, Italy, Canada, the Netherlands, Switzerland, Belgium and Sweden. Since 1963, the G-10 has been a major forum for the discussion of international monetary and financial issues.

11. The Bank of Japan, which had been a founding central bank, also rejoined at that time, having given up its membership in 1945.

12. While the U.S. Federal Reserve, being involved in the creation of the BIS, was always entitled to two seats on the BIS’s Board, it did not take them up until 1994.

13. Invited institutions include: the Banco Central do Brasil; the People’s Bank of China; the Hong Kong Monetary Authority; the Reserve Bank of India; the Bank of Korea; the Banco de México; the Central Bank of the Russian Federation; the Saudi Arabian Monetary Authority; and the Monetary Authority of Singapore.

vie après la Guerre. Elle a rapidement repris son rôle de «banque centrale des banques centrales», plaçant les devises et l’or des banques centrales, fournissant une aide spéciale aux banques centrales lors des crises financières et, chose plus importante encore peut-être, accueillant des réunions de consultation à l’intention des représentants de banques centrales sur une vaste gamme de questions intéressant le système financier international.

Compte tenu de ses origines, la BRI a durant la plus grande partie de son existence eu comme assise l’Europe, d’où proviennent la plupart de ses 32 banques centrales actionnaires⁹. Cependant, après la création du groupe des Dix en 1961, la Banque s’est davantage internationalisée, les représentants du Canada, des États-Unis et du Japon ayant été invités à prendre part aux réunions périodiques des gouverneurs de banques centrales du groupe des Dix organisées par la BRI¹⁰. La Banque du Canada a officiellement adhéré à la BRI en 1970¹¹. En 1994, le gouverneur de la Banque du Canada ainsi que le président du conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve des États-Unis, le président de la Réserve fédérale de New York et le gouverneur de la Banque du Japon, sont devenus membres du conseil d’administration de la BRI¹². Celui-ci a récemment invité neuf banques centrales ou institutions équivalentes à devenir membres¹³. Ces institutions ont progressivement accru leur participation à la coopération entre banques centrales compte tenu de l’importance grandissante de leurs marchés dans le système financier international.

Aujourd’hui, la BRI participe à une vaste gamme d’activités. Outre son rôle

9. Contrairement aux autres institutions financières internationales, la BRI compte des actionnaires tant privés que publics (banques centrales) même si ces derniers détiennent la majorité des actions en circulation. À l’heure actuelle, les actionnaires privés détiennent 15,6 % des actions de la BRI. Même s’ils touchent le même dividende que les banques centrales, ils n’ont pas droit de vote et ne peuvent prendre part à l’assemblée annuelle de la BRI. Les diverses actions émises par la BRI sont négociées à un certain nombre de bourses européennes. La valeur en Bourse d’une action de la BRI s’établit actuellement à environ 10 000 francs suisses. Le portefeuille de la Banque du Canada — 8 000 actions spéciales non négociables libérées à raison d’un quart, pour environ 70 000 onces d’or fin d’une valeur d’environ 2,6 millions de dollars en 1970 à la date d’achat — est comptabilisé au coût d’acquisition.

10. Le groupe des Dix se compose de pays qui ont accepté de mettre des prêts à la disposition du FMI au cas où des ressources supplémentaires deviendraient nécessaires pour permettre au Fonds de mieux faire face à des crises financières importantes susceptibles d’entraîner des risques systémiques. Malgré son nom, il compte onze membres : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada, Pays-Bas, Suisse, Belgique et Suède. Depuis 1963, le groupe des Dix constitue une importante enceinte où sont abordées les questions financières et monétaires internationales.

11. La Banque du Japon, qui était au nombre des banques centrales fondatrices, a réintégré le groupe à cette époque également, après s’être retirée en 1945.

12. Même si la Réserve fédérale des États-Unis a toujours eu droit à deux sièges au conseil de la BRI en raison de sa participation à la création de la Banque, elle ne les a jamais occupés avant 1994.

13. Les institutions invitées sont la Banque centrale du Brésil, la Banque populaire de Chine, l’Autorité monétaire de Hong Kong, la Banque de Réserve de l’Inde, la Banque de Corée, la Banque du Mexique, la Banque centrale de la Fédération de Russie, l’Autorité monétaire d’Arabie saoudite et l’Autorité monétaire de Singapour.

bank co-operation in light of the rising importance of their countries' markets in the international financial system.

Today, the BIS is involved in a wide range of activities. In addition to its traditional role of investing the deposits of member central banks and other financial institutions, it is an authoritative source of statistical data related to international banking and foreign exchange markets. It also continues to be involved on an ad hoc basis in short-term multilateral support packages for central banks. In this regard, the Bank of Canada has participated, along with other central banks, in a large number of short-term, multilateral credit facilities on behalf of central banks in developing countries with the co-operation of the BIS, the most recent being a U.S.\$1 billion facility for the Argentine central bank in 1995.

The BIS is, however, best known for its role as a forum for discussion among central banks, and in particular for its involvement in international committees concerned with maintaining the soundness and stability of the international financial system. Regular meetings of G-10 central bank governors provide opportunities for an exchange of views on economic and financial developments at very senior levels. The BIS also holds regular meetings of central bank economists and other specialists to discuss issues of common interest.

The BIS also provides the venue for meetings of specialized G-10 committees. Of particular note are the Basel Committee on Banking Supervision, the Committee on Payment and Settlement Systems, and the Euro-Currency Standing Committee. The Bank of Canada is an active participant in all of these committees and related subcommittees. The Office of the Superintendent of Financial Institutions is also a participant in the Basel Committee on Banking Supervision.

The goal of the Basel Committee on Banking Supervision is to improve supervisory co-operation, to improve the quality of supervision worldwide, and to close gaps in supervisory coverage. While the focus of the Committee's work is the supervision of internationally active banks within the G-10 countries, its recommendations are generally applicable to all banks. Its recommendations have also become the norm for good supervisory practice throughout the world. Recently, considerable work has been undertaken to improve existing BIS capital standards, which focus on credit risk, to cover other forms of risk such as market risk (the risks associated with movements in interest and exchange rates). (See BIS 1996a.) Of particular concern has been the adequacy of measures taken by banks to monitor and control trading activities. The Committee is also working closely with the International Organisation of Securities Commissions (IOSCO) to improve the quality of supervision worldwide. In this regard, considerable work has been done to enhance financial disclosure and the risk-management practices

traditionnel concernant le placement des dépôts que lui confient les banques centrales membres et d'autres institutions financières, elle représente une source autorisée de données statistiques sur les opérations bancaires internationales et sur les marchés de change. Elle continue aussi de participer, selon les besoins, à des programmes de soutien multilatéraux à court terme au profit de banques centrales. À cet égard, la Banque du Canada a pris part, avec d'autres banques centrales, à un grand nombre de facilités de crédit multilatérales à court terme pour le compte de banques centrales de pays en développement avec le concours de la BRI. La plus récente opération de l'espèce a été la participation, en 1995, à une facilité d'un milliard de dollars É.-U. au profit de la banque centrale d'Argentine.

La BRI est toutefois mieux connue pour son rôle d'enceinte de discussion entre les banques centrales et pour sa participation aux travaux de comités internationaux chargés de maintenir la sécurité et la stabilité du système financier international. Les réunions périodiques des gouverneurs des banques centrales des pays du groupe des Dix favorisent l'échange à très haut niveau de points de vue sur l'évolution de l'économie et des finances. La BRI organise également des réunions périodiques regroupant des économistes des banques centrales et d'autres spécialistes pour discuter de questions d'intérêt commun.

La BRI constitue également le lieu de rencontre des comités spécialisés du groupe des Dix, à savoir en particulier le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, le Comité des systèmes de paiement et de règlement et le Comité permanent des euromonnaies. La Banque du Canada participe activement aux activités de tous ces comités et des sous-comités qui s'y rattachent. Le Bureau du surintendant des institutions financières participe également au Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

Ce comité a pour objectif de renforcer la coopération entre les autorités de tutelle, d'améliorer la qualité du contrôle dans le monde et de pallier les lacunes dans le champ couvert par les autorités de tutelle. Les travaux du Comité sont principalement axés sur le contrôle des banques opérant à l'échelle internationale au sein des pays du groupe des Dix, mais ses recommandations s'appliquent en général à l'ensemble des banques. Ces recommandations sont devenues la norme d'une bonne pratique du contrôle dans le monde. Le Comité a effectué récemment un travail considérable pour améliorer les normes actuelles de fonds propres établies par la BRI, qui portent principalement sur le risque de crédit, afin de couvrir d'autres formes de risques tels que le risque de marché (risque lié aux variations de taux d'intérêt et de change). (Voir BRI 1996a.) On s'est plus particulièrement préoccupé de l'adéquation des mesures prises par les banques pour surveiller et contrôler les activités de marché. En outre, le Comité collabore étroitement avec l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) pour améliorer la qualité du contrôle dans le monde. À cet égard, on a entrepris un travail très important pour améliorer l'information financière et les pratiques de gestion du risque des institutions financières et pour s'assurer que les conglomérats financiers sont correctement contrôlés. Des discussions ont aussi eu lieu sur l'harmonisation des exigences en capital des banques et des maisons de titres.

of financial institutions and to ensure that financial conglomerates are appropriately supervised. There have also been discussions on the harmonization of capital requirements for banks and securities dealers.

The mandate of the Committee on Payment and Settlement Systems (CPSS) is to examine issues associated with domestic and cross-border payments and settlements in the G-10 countries, especially the risks associated with different arrangements. Particular attention has been devoted to the implications for the soundness of payment systems of cross-border and multi-currency netting systems. Important work in this area was also carried out by a senior ad hoc committee that developed minimum standards for the design and operation of these netting systems with oversight by central banks. (See BIS 1990.) Another senior committee, reporting directly to G-10 governors, has been established to examine the impact of electronic money on central bank seigniorage.¹⁴ This committee is currently chaired by a Deputy Governor of the Bank of Canada. Security issues related to electronic money have also been examined by the CPSS. (See BIS 1996c.)

The Euro-Currency Standing Committee focusses on developments in international financial markets and their impact on international financial stability. Of note is work recently completed by working groups of this committee on the impact of derivatives markets on the financial system. While the committee recommended enhanced risk controls by participants in derivatives markets and greater transparency and disclosure, it concluded that derivatives improved the efficiency of financial markets and the ability of participants to manage risk. The committee also concluded that the growth of derivatives markets had little impact on the conduct of monetary policy. (See BIS 1994.) Another working group has made a number of specific recommendations to track the growth and development of derivatives markets through periodic market surveys and standardized reporting by major participants. (See BIS 1995.)

Finally, the BIS provides a secretariat for ad hoc G-10 working groups. Most recently, the BIS was closely involved in supporting two working groups of G-10 finance and central bank officials, initiated by the leaders of the G-7 industrial countries at the 1995 Halifax Summit in response to the recent financial crisis in Mexico. The first group studied issues related to the orderly resolution of sovereign liquidity crises. (See BIS 1996b.) The second, which was co-chaired by a senior Department of Finance official, examined issues related to increasing the lending facilities available to the IMF to cope with potential threats to the

Le Comité des systèmes de paiement et de règlement a pour mission d'examiner les questions liées aux paiements et aux règlements intérieurs et transnationaux dans les pays du groupe des Dix, plus particulièrement les risques découlant de dispositifs différents. Une attention particulière a été consacrée aux implications que les systèmes de compensation transnationaux et multi-devises ont pour la solidité des systèmes de paiement. Un important travail a également été effectué dans ce domaine par un comité ad hoc de haut niveau qui a mis au point des normes minimums pour la conception et l'exploitation de ces systèmes de compensation, sous la surveillance des banques centrales (BRI 1990). Un autre comité de haut niveau, relevant directement des gouverneurs du groupe des Dix a été mis sur pied pour examiner l'incidence de la monnaie électronique sur le seigneurage des banques centrales¹⁴. Ce comité est actuellement présidé par un sous-gouverneur de la Banque du Canada. Les problèmes de sécurité ayant trait à la monnaie électronique ont été également examinés par le Comité des systèmes de paiement et de règlement (BRI 1996c).

Le Comité permanent des euromonnaies concentre son activité sur l'évolution des marchés financiers internationaux et leur incidence sur la stabilité financière internationale. Il convient de mentionner les travaux récemment achevés par des groupes de travail relevant de ce comité relativement à l'incidence du fonctionnement des marchés de produits dérivés sur le système financier. Bien que le Comité ait recommandé un meilleur contrôle des risques de la part des opérateurs sur ces marchés, de même qu'une plus grande transparence et une meilleure information, il est parvenu à la conclusion que les produits dérivés ont amélioré l'efficacité des marchés financiers et accru la capacité des participants de gérer les risques. Le Comité a également conclu que la croissance des marchés des produits dérivés n'a guère eu d'incidences sur la conduite de la politique monétaire (BRI 1994). Un autre groupe de travail a formulé un certain nombre de recommandations particulières pour suivre la croissance et le développement des marchés des produits dérivés à l'aide d'études et de comptes rendus normalisés fournis par les principaux opérateurs (BRI 1995).

Enfin, la BRI offre des services de secrétariat à des groupes de travail spéciaux du groupe des Dix. Tout récemment, elle a appuyé activement deux groupes de travail composés d'agents des banques centrales et des ministères des Finances des pays du groupe des Dix créés à l'initiative des chefs des pays industrialisés du groupe des Sept à l'occasion du Sommet d'Halifax en 1995 à la suite de la crise financière qu'a connue récemment le Mexique. Le premier groupe a étudié les questions portant sur le règlement ordonné des crises de liquidités de pays souverains (BRI 1996b). Le second, qui était présidé par un haut fonctionnaire du ministère des Finances, a examiné des questions liées à l'accroissement des prêts dont le FMI peut disposer pour écarter toute menace susceptible de mettre en danger le système financier international. À l'heure actuelle, les pays du groupe des Dix sont disposés à prêter

14. Seigniorage is the profits earned by a central bank through the receipt of interest on the assets (treasury bills and bonds) it holds as the counterpart to its non-interest-earning liabilities (bank notes).

14. Le seigneurage représente les bénéfices tirés par une banque centrale de la rémunération des actifs (bons du Trésor et obligations) qu'elle détient en contrepartie de son passif non rémunéré (billets de banque).

international financial system. Currently, G-10 countries stand ready to lend up to SDR17.5 billion to the IMF; Canada's commitment is SDR892.5 million (roughly U.S.\$1.3 billion). It is expected that increased G-10 commitments, along with commitments made by other countries with the capacity to support the international monetary system, will double the supplementary resources available to the IMF.

The future of international financial institutions

The future of international financial institutions was a key issue at the 1995 G-7 summit, hosted by Canada, in Halifax. Following up on a number of recommendations made at the Halifax Summit, the IMF initiated a number of concrete measures. These included more candid discussions with member countries in surveillance activities; the establishment of data-reporting standards to inform markets of financial and economic developments in member countries; the adoption of a new emergency financing mechanism that would permit quicker access to funds should a financial crisis occur, provided strong conditions are met; and greater scope for IMF assistance in post-conflict situations. Efforts are also under way to address the problems of those heavily indebted developing countries for which existing programs have not been sufficient to restore a sustainable external debt position.

Upon the urging of G-7 leaders, the IMF and the multilateral development banks have taken steps to improve the efficiency and effectiveness of their operations, to reduce administrative overlap and duplication, and to improve co-ordination among themselves.

The World Bank and the regional development banks are also now engaged in more frequent and thorough consultations. Following the report of a special task force, on which Canada was represented, efforts are being made to decentralize operations at both the World Bank and at the regional development banks and to co-ordinate better country-specific programs between the multilateral banks and other official donors (IBRD 1996). The report's main recommendation was to focus development initiatives at the country level by combining the expertise and financial acumen of the World Bank with the local knowledge of the regional banks to avoid duplication of effort. Greater involvement by the local authorities, community groups and non-government organizations in designing and adapting programs to local needs was also promoted.

G-7 leaders at this year's Lyon Summit commended the international financial institutions on their efforts since the Halifax Summit to improve collaboration and to introduce administrative and operational reforms. It was noted, however, that sustained effort was needed on the part of development banks to achieve better results "on the ground,"

jusqu'à 17,5 milliards de DTS au FMI; l'engagement du Canada s'élève à 892,5 millions de DTS (près de 1,3 milliard de dollars É.-U.). On s'attend à ce que l'accroissement des engagements du groupe des Dix ainsi que ceux pris par d'autres pays ayant la capacité de venir en aide au système monétaire international doublent les ressources additionnelles du Fonds.

L'avenir des institutions financières internationales

L'avenir des institutions financières internationales a été l'une des principales questions abordées au sommet du groupe des Sept organisé par le Canada à Halifax en 1995. À la suite de certaines recommandations formulées à Halifax, le FMI a pris plusieurs mesures concrètes, notamment l'organisation de discussions plus franches avec les pays membres sur les activités de surveillance; l'établissement de normes de diffusion des données pour informer les marchés de l'évolution de la conjoncture économique et financière dans les pays membres; l'adoption d'un nouveau mécanisme de financement de secours susceptible d'accélérer l'accès aux fonds soumis à des conditions rigoureuses, en cas de crise financière; et des possibilités accrues d'aides du FMI après des conflits. On s'emploie actuellement à résoudre les problèmes des pays pauvres lourdement endettés pour lesquels les programmes existants n'ont pas suffi à rétablir une position extérieure débitrice viable.

À la demande pressante des dirigeants des pays du groupe des Sept, le FMI et les banques multilatérales de développement se sont attachés à améliorer l'efficacité et l'efficacité de leurs activités, à réduire les chevauchements et les doubles emplois administratifs et mieux coordonner leurs activités respectives.

De leur côté, la Banque mondiale et les banques régionales de développement entreprennent maintenant des consultations plus fréquentes et plus approfondies. À la suite de la publication du rapport d'un groupe d'étude spécial où était représenté le Canada, on s'efforce actuellement de décentraliser les activités de la Banque mondiale et des banques régionales de développement et de mieux coordonner entre les banques multilatérales et d'autres donateurs publics les programmes spécifiques de certains pays (BIRD 1996). Le rapport recommandait principalement d'axer les projets de développement sur les pays en combinant le savoir-faire et les capacités de mobilisation de capitaux de la Banque mondiale et les connaissances locales des banques régionales pour éviter les initiatives redondantes. Il prônait également une plus grande participation des collectivités locales, des organismes d'intérêt local et des organisations non gouvernementales à la conception et à l'adaptation de programmes aux besoins locaux.

Au Sommet de Lyon, les dirigeants des pays du groupe des Sept ont félicité les institutions financières internationales des efforts qu'elles ont faits depuis le Sommet d'Halifax pour accroître la collaboration et mettre en œuvre des réformes administratives et opérationnelles. Ils ont toutefois fait remarquer qu'il faudrait des efforts soutenus de la part des banques de développement pour obtenir de meilleurs résultats sur le terrain tout en réduisant davantage les coûts. Préoccupés par la

while at the same time further reducing costs. Concerned about the globalization of financial markets and the ongoing rapid increase in cross-border capital flows, leaders also urged more co-operation across markets in the supervision of financial institutions. Enhanced prudential oversight of financial institutions based in emerging markets was singled out for particular attention.

mondialisation des marchés financiers et la poursuite de l'accélération des mouvements de capitaux transnationaux, les dirigeants des pays du groupe des Sept ont également demandé une meilleure coopération entre les marchés pour la surveillance des institutions financières. Ils ont aussi précisé qu'il conviendrait d'accorder une attention particulière au renforcement du contrôle prudentiel des institutions financières appartenant aux pays émergents.

APPENDIX 1

IMF lending facilities

The IMF provides financial assistance mainly by selling to a borrowing member its holdings of other members' currencies in exchange for the borrower's currency. Thus, in Fund parlance, a country makes a "purchase" when it borrows from the IMF and a "repurchase" when it makes a repayment. Purchases and repurchases affect the composition of the Fund's balance sheet, not its overall size.

A simplified and stylized illustration of how the IMF's balance sheet is affected when it extends credit to a member is outlined in the table below. In this two-country example, it is assumed in panel A that each country initially pays 75 per cent of its quota in domestic currency and 25 per cent in SDRs. As a consequence, the Fund's assets consist of a mix of the two domestic currencies, which are largely held in the form of non-interest-bearing securities, and SDRs, which are interest-earning. The Fund's liabilities consist of the two members' quotas, which are denominated in SDRs. Countries X and Y each have a "reserve position in the Fund" equivalent to SDR25 and SDR250, respectively, being the portion of their quotas paid in SDRs. Reserve positions earn a market-related interest rate and are considered part of a country's international reserves.

In panel B, it is assumed that country X has a balance of payments crisis and purchases from the Fund the equivalent of SDR125 in the form of country Y's currency. The composition of the Fund's assets has now changed, with its holdings of country X's currency rising and its holdings of country Y's currency falling by an equivalent amount; the overall size of its balance sheet does not change. In this stylized example, the Fund has extended SDR100 in credit at a market-related interest rate to country X (its holdings of X's currency in excess of X's quota); the other SDR25 purchased by country X represented the liquidation of its reserve position in the Fund. Country Y's reserve position in the Fund (the shortfall in the Fund's holdings of Y's currency relative to Y's quota) has risen by SDR125 to SDR375.

Under the Fund's *credit tranche policy*, Fund credit is divided into four tranches, each equivalent to 25 per cent of a country's quota. While a country must always have a balance of payments need to gain access to Fund credit, a first credit tranche purchase is usually associated with low conditionality—i.e., a country must only demonstrate that it is making a reasonable effort to overcome its balance of payments problems. Subsequent, or upper credit tranche purchases are generally

ANNEXE 1

Facilités de prêt du FMI

Le FMI fournit une aide financière principalement en vendant à un État membre emprunteur ses avoirs en devises d'autres États membres en échange de la monnaie de ce dernier. Par conséquent, dans le jargon du Fonds, un pays effectue un «achat» lorsqu'il emprunte au FMI et un «rachat» lorsqu'il effectue un remboursement. Les achats et rachats influent sur la composition du bilan du Fonds et non sur sa taille globale.

On trouvera dans le tableau ci-dessous une illustration simplifiée et schématisée des incidences qu'ont sur le bilan du FMI les octrois de crédit à ses membres. Dans cet exemple portant sur deux pays, on suppose au volet A du tableau ci-après que chaque pays règle initialement 75 % de sa quote-part en monnaie nationale et 25 % en DTS. En conséquence, les actifs du Fonds consistent dans un panachage des deux monnaies nationales, principalement détenues sous forme de titres ne portant pas intérêt et de DTS qui produisent des intérêts. Les ressources du Fonds se composent des quotes-parts des deux membres qui sont libellées en DTS. Les pays «X» et «Y» ont chacun une «position de réserve au Fonds» équivalant à 25 DTS et 250 DTS respectivement, c'est-à-dire la fraction de leurs quotes-parts payées en DTS. Les positions de réserve sont rémunérées à un taux proche des conditions du marché et sont considérées comme faisant partie des réserves internationales d'un pays.

Au volet B du tableau, on suppose que le pays X fait face à une crise de balance des paiements et qu'il achète auprès du Fonds l'équivalent de 125 DTS sous forme de monnaie du pays Y — la composition des actifs du Fonds a maintenant changé, ses avoirs dans la monnaie du pays X augmentant et ses avoirs dans la monnaie du pays Y diminuant d'un montant analogue. La taille globale de son bilan n'est pas modifiée. Dans l'exemple simplifié, le Fonds a donné 100 DTS en crédit à un taux proche des conditions du marché au pays X (soit ses avoirs en monnaie de X qui excèdent la quote-part de X); les autres 25 DTS acquis par le pays X ont représenté la liquidation de sa position de réserve au Fonds. La position de réserve du pays Y au Fonds (la baisse des avoirs du Fonds dans la monnaie de Y par rapport à la quote-part de Y) s'est accrue de 125 DTS pour se chiffrer à 375 DTS.

En vertu de la *politique de tranches de crédit* du Fonds, le crédit de ce dernier est divisé en quatre tranches équivalant chacune à 25 % de la quote-part d'un pays. Même s'il est toujours nécessaire qu'un pays connaisse des difficultés de balance des paiements pour avoir accès au crédit du Fonds, l'achat d'une première tranche de crédit est habituellement assortie de conditions peu rigoureuses, c'est-à-dire qu'un pays doit seulement prouver qu'il accomplit des efforts raisonnables pour venir à bout du déséquilibre de sa balance des paiements. Les achats de tranches de crédit suivants ou additionnels s'effectuent généralement dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler des *accords de confirmation* et s'accompagnent de conditions plus

made in the context of what are known as *stand-by arrangements* and are associated with more rigorous conditionality — i.e., the borrower must meet performance criteria with respect to a range of macroeconomic variables in the context of a Fund economic program. Purchases are typically phased in as quarterly instalments over one year to eighteen months. Repurchases are made over a period of up to five years. The Fund can also extend credit for longer periods to countries whose balance of payments problems are structural and, hence, longer-term in nature. Under the *extended financial facility*, purchases are phased in over three to four years in the context of a medium-term economic program. During the program period, a borrowing member must meet certain performance criteria to receive funds. Repurchases are made over a period of up to ten years. A member's access under stand-by arrangements and the extended financial facility is limited, except in exceptional circumstances, to 100 per cent of its quota.

In addition to stand-by and extended arrangements, the Fund has other special facilities. The *compensatory and contingency financing facility* is a vehicle under which credit can be provided to members, notably primary producers, that are experiencing temporary balance of payments problems because of export shortfalls or higher grain import costs, reflecting factors beyond their control, e.g., droughts. It also provides a mechanism for additional contingency financing in the event

draconiennes, c'est-à-dire que l'emprunteur doit respecter des critères de résultats fixés en fonction d'une série de variables macroéconomiques dans le cadre d'un programme économique du Fonds. Les achats sont habituellement échelonnés en versements trimestriels sur une période de 12 à 18 mois. Les rachats s'effectuent sur une période pouvant atteindre cinq ans. Le Fonds peut également accorder un crédit pour de plus longues périodes à des pays aux prises avec des déséquilibres structurels de balance des paiements, c'est-à-dire à caractère plus durable. En vertu du *mécanisme élargi de crédit*, les achats sont étalés sur une période de trois à quatre ans dans le cadre d'un programme économique à moyen terme. Durant la période du programme, l'État membre emprunteur doit respecter certains critères de résultats pour obtenir des fonds. Les rachats peuvent être échelonnés sur une période de 10 ans. L'accès d'un État membre aux accords de confirmation et au mécanisme élargi de crédit se limite à 100 % de sa quote-part, sauf circonstances exceptionnelles.

Outre les accords de confirmation et les mécanismes élargis de crédit, le Fonds dispose d'autres mécanismes spéciaux. La *facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus* est un mécanisme permettant l'octroi de crédit aux États membres, plus particulièrement aux producteurs du secteur primaire, aux prises avec des déséquilibres temporaires de balance des paiements dus à une insuffisance de recettes d'exportation ou à une hausse des coûts d'importation de céréales par suite de facteurs sur lesquels ils n'ont pas prise, p. ex. la sécheresse. Il offre également un mécanisme de financement d'urgence additionnel en cas de chocs externes imprévus. Le *mécanisme de financement de stocks régulateurs* vient en aide

Stylized IMF balance sheet (1 SDR = 1 unit currency X = 1 unit currency Y)
Bilan simplifié du FMI (1 DTS = 1 unité monétaire X = 1 unité monétaire Y)

A) Initial position A) Position initiale				B) Purchase of SDR125 by country X B) Achat de DTS 125 par le pays X			
Assets Actif		Liabilities Passif		Assets Actif		Liabilities Passif	
Holdings of currency X Avoirs en monnaie X	75	100	X's quota Quote-part de X	Holdings of currency X Avoirs en monnaie X	200	100	X's quota Quote-part de X
Holdings of currency Y Avoirs en monnaie Y	750	1,000	Y's quota Quote-part de Y	Holdings of currency Y Avoirs en monnaie Y	625	1,000	Y's quota Quote-part de Y
Holdings of SDRs Avoirs en DTS	275			Holdings of SDRs Avoirs en DTS	275		
Total Total	1,100	1,100		Total Total	1,100	1,100	

of unforeseen external shocks. The *buffer stock financing facility* assists members participating in approved arrangements for international buffer stocks for primary products. The Fund also provides *emergency assistance* to members experiencing balance of payments problems resulting from natural disasters. Credit extended under these special facilities must be repurchased over a period of up to five years.

As well as the above facilities, low-income Fund members have access to two concessional facilities — the *structural adjustment facility* (SAF) and the *enhanced structural adjustment facility* (ESAF). SAF and ESAF loans support medium-term macroeconomic and structural programs developed with the help of the IMF and the World Bank. Funding for the SAF comes largely from interest on and repayment of concessional loans extended to poor countries using the profits from IMF gold sales in the late 1970s. ESAF resources come from bilateral loans and grants from donor countries, including Canada. The rate of interest on SAF and ESAF loans is 0.5 per cent per annum, with repayments over a period of up to 10 years.

From time to time, the IMF also establishes temporary special-purpose facilities to address particular problems. For example, in 1993, the *systemic transformation facility* was created for Fund members that were attempting to move from centrally planned to market-oriented economies. This facility was in effect for two years.

aux États membres qui participent à des arrangements approuvés sur des stocks régulateurs internationaux de produits primaires. Le Fonds accorde également une *aide d'urgence* aux États membres subissant des déséquilibres de balance des paiements imputables à des catastrophes naturelles. Le crédit octroyé en vertu de ces mécanismes spéciaux doit être remboursé sur une période maximale de cinq ans.

En plus des mécanismes cités, les États membres du Fonds à bas revenus ont accès à deux mécanismes de prêt à conditions privilégiées, soit la *facilité d'ajustement structurel* (FAS) et la *facilité d'ajustement structurel renforcée* (FASR). Les prêts consentis en vertu de la FAS et de la FASR appuient des programmes macroéconomiques et structurels à moyen terme établis avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale. La FAS est financée en grande partie par la rémunération et les remboursements de prêts à conditions privilégiées accordés à des pays pauvres sur le produit des ventes d'or effectuées par le FMI à la fin des années 70. Les ressources liées à la FASR proviennent de prêts bilatéraux et de dons de pays donateurs, dont le Canada. Le taux d'intérêt appliqué à la FAS et à la FASR s'établit à 0,5 % par an et les remboursements sont échelonnés sur une période maximale de 10 ans.

Le FMI institue aussi de temps à autre des mécanismes temporaires pour résoudre des problèmes particuliers. C'est ainsi que, en 1993, la *facilité de transformation systémique* a été créée pour aider les États membres à planification centralisée à passer à l'économie de marché. Cette facilité est demeurée en vigueur pendant deux ans.

APPENDIX 2

Governance of the Bretton Woods Institutions

The IMF and the World Bank are similar in structure and membership. Membership in the IMF is a prerequisite for joining the World Bank.

The International Monetary Fund

All powers of the Fund are vested in the *Board of Governors*, the Fund's highest decision-making body. Each member country appoints a *Governor*, usually the minister of finance or equivalent or head of the central bank, as well as an alternate who may vote in the Governor's absence. The Minister of Finance is Canada's Governor on the Board, while a senior Finance Department official serves as Alternate Governor.¹ The Governors decide on the admission or expulsion of members, the determination of quota and SDR allocations, and amendments to the Fund's Articles of Agreement. They usually meet each fall at the joint annual meeting of the IMF and the World Bank. Each member's voting power is a function of its quota, which largely reflects its relative economic importance.

The Governors have delegated the day-to-day business of the Fund to the 24-member *Executive Board*, which reviews the staff's assessment of members' economic policies, vets the provision of IMF financial assistance, comments on staff studies and world economic projections, and reviews budgetary and other operational matters.

The *Interim Committee* provides strategic policy advice to the Executive Board on matters relating to the international monetary system and Fund administration.² The Committee, comprising Fund Governors representing the 24 Executive Board constituencies, was created in 1974 after the collapse of the Bretton Woods system of fixed exchange rates to discuss important policy issues and to advise the Board of Governors. The Committee usually meets twice a year, in the spring and during the annual joint fall meetings with the World Bank. The Minister of Finance is Canada's representative on the Interim Committee.

The Fund staff is headed by the *Managing Director* (MD), chosen for a five-year mandate by the Executive Directors. The MD is Chairman of the Executive Board and reports to the Board of Governors on Fund

1. On 29 October 1996, the Governor of the Bank of Canada was appointed as Alternate Governor of the International Monetary Fund.

2. This committee was created in 1974 and called "interim" because it was supposed to be dissolved once a permanent council with decision-making powers came into existence. This council was never established.

ANNEXE 2

Régime de gestion des institutions issues des accords de Bretton Woods

Le FMI et la Banque mondiale ont une structure et une composition semblables. Il faut adhérer au FMI pour faire partie de la Banque mondiale.

Le Fonds monétaire international

Tous les pouvoirs du Fonds sont dévolus au *Conseil des gouverneurs*, qui est l'organe suprême de décision. Chaque État membre nomme un gouverneur, habituellement le ministre des Finances ou son équivalent ou le chef de la banque centrale, ainsi qu'un suppléant qui a droit de vote en l'absence du gouverneur. Le ministre des Finances est le gouverneur du Canada au sein du Conseil des gouverneurs, tandis qu'un haut fonctionnaire du ministère des Finances remplit le rôle de suppléant.¹ Les gouverneurs décident de l'admission ou de l'expulsion des États membres, de la fixation des quotes-parts et des allocations de DTS ainsi que des modifications apportées aux statuts du Fonds. Ils se réunissent habituellement à l'automne, à l'occasion de l'assemblée annuelle conjointe du FMI et de la Banque mondiale. Le droit de vote de chaque État membre est fonction de sa quote-part, qui reflète principalement son importance économique relative.

Les gouverneurs ont délégué la gestion courante du Fonds à un *Conseil d'administration* constitué de 24 membres, qui examine l'évaluation des politiques économiques des pays membres effectuée par le personnel, vérifie l'octroi des aides financières du FMI, commente les études du personnel et les projections économiques mondiales et examine les questions budgétaires et les autres problèmes d'ordre opérationnel.

Le *Comité intérimaire* fournit des conseils stratégiques au Conseil d'administration sur toutes questions relatives au système monétaire international et à l'administration du Fonds.² Le Comité composé de gouverneurs du Fonds représentant les 24 États membres du Conseil d'administration a été créé en 1974 après l'effondrement du système de taux de change fixes issu des accords de Bretton Woods pour discuter d'orientations stratégiques et conseiller le Conseil des gouverneurs. Le Comité se réunit habituellement deux fois par an, au printemps et à l'occasion de l'assemblée annuelle conjointe de l'automne avec la Banque mondiale. Le ministre des Finances est le représentant du Canada au sein du Comité intérimaire.

Le personnel du Fonds est placé sous l'autorité du *directeur général* (DG), qui est choisi par les administrateurs pour une période de cinq ans. Le DG est président du Conseil d'administration et il rend compte au Conseil des gouverneurs des activités

1. Le gouverneur de la Banque du Canada a été nommé, le 29 octobre 1996, gouverneur suppléant du Fonds monétaire international.

2. Ce comité a été créé en 1974 et a été qualifié d'«intérimaire» parce qu'il devait être supprimé dès la création d'un conseil permanent investi de pouvoirs de décisions. Ce conseil n'a jamais vu le jour.

operations. The current MD is Michel Camdessus. The Fund's staff numbers about 2,200 from 115 countries, and its approved administrative budget for fiscal 1996 was U.S.\$475 million, with about half the expenditures dedicated to country-specific work (surveillance, use of Fund resources, and technical assistance) and the rest largely devoted to administration, research and evaluation, statistics, and training.

The World Bank

Each participating country appoints a Governor (as well as an alternate) to the *Board of Governors*. Most often, these are ministers of finance or heads of the treasury or the central bank. The Minister of Finance is Canada's Governor, while the President of the Canadian International Development Agency (CIDA) acts as Alternate Governor. The Board determines the broad orientation of the Bank as well as its membership and capital stock. Day-to-day decisions are delegated to the 24-member *Board of Executive Directors*, who are responsible for the allocation of financial and staff resources and for the review and approval of Bank programs and projects. The *President* is the Bank's chief operating officer. James D. Wolfensohn is the current President. Vice-presidents oversee field operations as well as the provision of research and advice on development issues. The Bank has a core staff of about 6,000, and its net administrative budget for fiscal 1996 was approximately U.S.\$1.2 billion.

du Fonds. M. Michel Camdessus occupe actuellement ce poste. Le Fonds compte environ 2 200 employés provenant de 115 pays et son budget d'administration approuvé pour l'exercice 1996 s'élève à 475 millions de dollars É.-U.; la moitié environ du budget des dépenses est consacrée à des travaux intéressant les pays (surveillance, utilisation des ressources du Fonds, assistance technique), le reste étant affecté pour l'essentiel aux dépenses d'administration, d'études et d'évaluations ainsi qu'aux statistiques et à la formation professionnelle.

La Banque mondiale

Chaque État membre nomme un gouverneur (ainsi qu'un suppléant) au *Conseil des gouverneurs*. Il s'agit le plus souvent du ministre des Finances ou du directeur du Trésor ou de la banque centrale. Le ministre des Finances est le gouverneur pour le Canada, tandis que le président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) remplit le rôle de gouverneur suppléant. Le Conseil détermine l'orientation générale de la Banque ainsi que sa composition et son capital. Les décisions courantes sont déléguées au *Conseil des administrateurs*, qui est composé de 24 membres et a pour tâche de répartir les ressources financières et humaines, d'examiner et d'approuver les programmes et projets de la Banque. Le *président*, actuellement M. James D. Wolfensohn, est le chef des opérations de la Banque. Les vice-présidents surveillent les activités d'exploitation de même que la réalisation des travaux de recherche et les prestations de conseils en matière de développement. La Banque compte un noyau d'environ 6 000 employés, et son budget d'administration net pour l'exercice 1996 s'élève à environ 1,2 milliard de dollars É.-U.

Literature cited

- Bank for International Settlements. 1990. *Report of the Committee on Interbank Netting Schemes of the Central Banks of the Group of Ten countries*. Basel, November.
- _____. 1994. *Macroeconomic and Monetary Policy Issues Raised by the Growth of Derivatives Markets*. Report prepared by a working group established by the Euro-currency Standing Committee of the central banks of the Group of Ten countries. Basel, November.
- _____. 1995. *Issues of Measurement Related to Market Size and Macprudential Risks in Derivatives Markets*. Report prepared by the central banks of the Group of Ten Countries. Basel, February.
- _____. 1996a. *Amendment to the Capital Accord to Incorporate Market Risks*. Report prepared by the Basel Committee on Banking Supervision. Basel, January.
- _____. 1996b. *The Resolution of Sovereign Liquidity Crises*. A report to the Ministers and Governors prepared under the auspices of the Deputies. Basel, May.
- _____. 1996c. *Security of Electronic Money*. Report by the Committee on Payments and Settlement Systems and the Group of Computer Experts of the central banks of the Group of Ten countries. Basel, August.
- International Bank for Reconstruction and Development. 1947. *Second Annual Report*. Washington, D.C.
- _____. 1995. *Annual Report*. Washington, D.C.
- _____. 1996. *Serving a Changing World*. Report of the Task Force on Multilateral Development Banks. Washington, D.C.
- International Monetary Fund. *Articles of Agreement*. Washington, D.C.
- Powell, J. 1990. "The evolving international debt strategy." *Bank of Canada Review* (December): 3-25.
- _____. 1991. "The evolution of Canadian bank claims on heavily indebted developing countries." *Bank of Canada Review* (November): 3-22.
- _____. 1993. "The international debt strategy: Recent developments and prospects." *Bank of Canada Review* (autumn): 33-51.

Ouvrages cités

- Banque des Règlements Internationaux (1990). *Rapport du Comité sur les systèmes de compensation interbancaires des banques centrales des pays du groupe des Dix*. Bâle, novembre.
- _____. (1994). *Macroeconomic and Monetary Policy Issues Raised by the Growth of Derivatives Markets*, rapport d'un groupe de travail établi par le Comité des euromonnaies des banques centrales des pays du groupe des Dix, Bâle, novembre.
- _____. (1995). *Issues of Measurement Related to Market Size and Macprudential Risks in Derivatives Markets*, rapport préparé par les banques centrales des pays du groupe des Dix, Bâle, février.
- _____. (1996a). *Amendement à l'accord sur les fonds propres pour son extension aux risques de marché*, rapport préparé par la Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, Bâle, janvier.
- _____. (1996b). *The Resolution of Sovereign Liquidity Crises*, rapport soumis aux ministres et gouverneurs sous les auspices du Comité des suppléants, Bâle, mai.
- _____. (1996c). *Security of Electronic Money*, rapport préparé par le Comité sur les systèmes de paiement et de règlement et le groupe des experts en informatique des banques centrales des pays du groupe des Dix, Bâle, août.
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (1947). *Deuxième rapport annuel*, Washington (D.C.).
- _____. (1995). *Rapport annuel*, Washington (D.C.).
- _____. (1996). *Serving a Changing World*, rapport du groupe de travail sur les banques multilatérales de développement, Washington (D.C.).
- Fonds monétaire international. «Statuts», Washington (D.C.).
- Powell, J. (1990). «Nouvelles stratégies en matière de dette internationale», *Revue de la Banque du Canada* (décembre), p. 3-25.
- _____. (1991). «L'évolution des créances des banques canadiennes sur les pays en développement lourdement endettés», *Revue de la Banque du Canada* (novembre), p. 3-22.
- _____. (1993). «La stratégie internationale de la dette : évolution récente et perspectives», *Revue de la Banque du Canada* (automne), p. 33-51.

Suggested further reading

- Bretton Woods Commission. 1994. *Bretton Woods: Looking to the Future*. Washington, D.C., July.
- Bordo, M. and B. Eichengreen (eds). 1993. *A Retrospective on the Bretton Woods System: Lessons for International Monetary Reform*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Clark, I. 1996. "Should the IMF Become More Adaptive?" IMF Working Paper WP/96/17. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- _____. 1996. "Inside the IMF: Comparisons with policy-making organizations in Canadian governments." *Canadian Public Administration* 39 (summer): 157-191.
- Department of Finance. 1996. *Report on Operations Under the Bretton Woods and Related Agreements Act — 1995*. Ottawa.
- House of Commons Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade. 1995. *From Bretton Woods to Halifax and Beyond: Towards a 21st Summit for the 21st Century Challenge*. Ottawa.
- Masson, P.R. and M. Mussa. 1995. *The Role of the IMF: Financing and Its Interactions with Adjustment and Surveillance*. Pamphlet series No 50. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- Standing Committee on Finance. 1993. *International Financial Institutions*. Nineteenth report of the Standing Committee on Finance, first report of the Subcommittee on International Financial Institutions. Ottawa: House of Commons.

Autres lectures suggérées

- Bretton Woods Commission (1994). *Bretton Woods : Looking to the Future*, Washington (D.C.), juillet.
- Bordo, M. et B. Eichengreen (s.l.d.) (1993). *A Retrospective on the Bretton Woods System : Lessons for International Monetary Reform*, The University of Chicago Press, Chicago.
- Clark, I. (1996). «Should the IMF Become More Adaptive?» IMF Working Paper WP/96/17, Washington (D.C.). Fonds monétaire international.
- _____. (1996). «Inside the IMF : Comparisons with policy-making organizations in Canadian governments», *Canadian Public Administration* 39 (été), p. 157-191.
- Ministère des Finances (1996). *Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes — 1995*, Ottawa.
- Comité permanent de la Chambre des communes sur les affaires étrangères et le commerce international (1995). *De Bretton Woods à Halifax et au-delà : vers un XXI^e Sommet pour relever le défi du XXI^e siècle*, Ottawa, mai.
- Masson, P. R. et M. Mussa (1995). *The Role of the IMF : Financing and Its Interactions with Adjustment and Surveillance*, Washington (D.C.), brochure n° 50, Fonds monétaire international.
- Comité permanent des finances (1993). *Les institutions financières internationales, Dix-neuvième rapport du Comité permanent des finances, premier rapport du Sous-comité des institutions financières internationales*, Ottawa (Chambre des communes).

